

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE PROVENCE

Date de Publication : 22/02/2022

N° : 2022/255

DELIBERATIONS DE LA SEANCE DU CONSEIL DE TERRITOIRE DU 14 DECEMBRE 2021

ORDRE DU JOUR

CT4/14/12/21/1 - Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/14/12/21/2 - Délégation du Conseil de Territoire au Président du Conseil de Territoire

CT4/14/12/21/3 - Etat Spécial de Territoire - Approbation de la décision modificative n°4 de l'exercice 2021

CT4/14/12/21/4 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 90 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 appartenant à Monsieur Ronan Abjean et Madame Clémence Maneval sise chemin des Côtes à Auriol

CT4/14/12/21/5 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 168 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur la parcelle cadastrée KA 172 appartenant à Madame Aline Basso/Roux sise chemin des Côtes à Auriol

CT4/14/12/21/6 - "Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 15 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 appartenant aux Consorts Benso sise chemin des Côtes à Auriol"

CT4/14/12/21/7 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 210 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur la parcelle cadastrée KA 239 appartenant à Mesdames Blanc Huguette et Marie-Claude sise chemin des Côtes à Auriol

CT4/14/12/21/8 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 18 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 appartenant à Monsieur Guy Casorla sise chemin des Côtes à Auriol

CT4/14/12/21/9 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 78 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 appartenant aux Consorts Cesano sise chemin des Côtes à Auriol

CT4/14/12/21/10 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 90 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur la parcelle cadastrée KA 159 appartenant à la Commune d'Auriol sise chemin des Côtes à Auriol

CT4/14/12/21/11 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 180 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur la parcelle cadastrée KA 334 appartenant aux Consorts Lanfranchi sise chemin des Côtes à Auriol

CT4/14/12/21/12 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 81 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 appartenant aux Consorts Louche sise chemin des Côtes à Auriol

CT4/14/12/21/13 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 240 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 appartenant aux Consorts Maillard sise chemin des Côtes à Auriol

CT4/14/12/21/14 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 120 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 aux Consorts Mastellini sise chemin des Côtes à Auriol

CT4/14/12/21/15 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 615 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 appartenant aux Consorts Nascimento sise chemin des Côtes à Auriol

CT4/14/12/21/16 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 51 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA248 appartenant aux Consorts Quesnel sise chemin des Côtes à Auriol

CT4/14/12/21/17 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 15 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA248 appartenant aux Consorts Therache sise chemin des Côtes à Auriol

CT4/14/12/21/18 - Approbation du règlement intérieur des déchetteries du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/14/12/21/19 - Poursuite d'une campagne expérimentale « Zéro déchet » sur les communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/14/12/21/20 - Approbation d'une subvention pour action à l'Association des Céramistes et Santonniers du Pays d'Aubagne

CT4/14/12/21/21 - Attribution d'une subvention à l'association de Philharmonique

CT4/14/12/21/22 - Attribution d'une subvention au bénéfice de la société Aubagne Jazz Band

CT4/14/12/21/23 - Approbation de l'avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage « TMO » N° 19/0656 relative à la réalisation par la commune de PEYPIN d'équipements relatifs à la compétence « Eau Pluviale » sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/14/12/21/24 - Attribution d'une subvention au bénéfice de la société de chasse de La Bouilladisse

CT4/14/12/21/25 - Attribution d'une subvention au bénéfice de la société de chasse de Cuges-les-pins

CT4/14/12/21/26 - Attribution d'une subvention au bénéfice de l'amicale Cynégétique Auriolaise

CT4/14/12/21/27 - Attribution d'une subvention au bénéfice de l'amicale des chasseurs de Cadolive

CT4/14/12/21/28 - Attribution d'une subvention au bénéfice de la société de chasse de Saint Savournin

CT4/14/12/21/29 - Attribution d'une subvention au bénéfice de l'association des chasseurs de Peypin

CT4/14/12/21/30 - Attribution d'une subvention au bénéfice de la société de chasse de Belcodène

CT4/14/12/21/31 - Attribution d'une subvention au bénéfice de la société de chasse de Roquevaire

✓ **Rapports pour avis**

CT4/14/12/21/32 - Budget annexe du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2022

CT4/14/12/21/33 - Approbation de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Parcs et Aires de Stationnement" de la commune de Saint-Zacharie

CT4/14/12/21/34 - Approbation de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Parcs et aires de stationnement" de la commune de Roquevaire

CT4/14/12/21/35 - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et ' Parcs et Aires de stationnement ' de la commune de Peypin

CT4/14/12/21/36 - Approbation de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de La Penne sur Huveaune

CT4/14/12/21/37 - Approbation de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Parcs et Aires de stationnement", de la commune de La Bouilladisse 10 FBPA 147 CM Serge PEROTTINO Pour avis

CT4/14/12/21/38 - Approbation de la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Belcodène

CT4/14/12/21/39 - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Aires et parcs de stationnement" et ' Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ' de la commune d'Auriol

CT4/14/12/21/40 - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Parcs et aires de stationnement", "Abrs de voyageurs" et " Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire de la commune d'Aubagne

CT4/14/12/21/41 - Concession Centre-Ville Aubagne- SOLEAM - Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020

CT4/14/12/21/42 - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) pour l'opération "Les Berges de l'Alta", Parc d'activité de Camp de Sarlier à Aubagne

CT4/14/12/21/43 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Quartier de Gare - Redynamisation du centre-ville Aubagne »

CT4/14/12/21/44 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Travaux d'amélioration des Espaces Publics sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile »

CT4/14/12/21/45 - Plan Local d'Urbanisme de La Destrousse - Approbation du dossier de révision générale

CT4/14/12/21/46 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Clôture de la convention d'aménagement concernant l'extension de la ZI des Paluds à Aubagne

CT4/14/12/21/47 - Approbation de la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) pour l'année 2022, relative à l'attribution d'une subvention

CT4/14/12/21/48 -Concession Zone d'Aménagement Concerté des Vigneaux à Cugesles-Pins - SEM Façonéo – Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020

CT4/14/12/21/49 - Concession ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins – Approbation de l'Avenant n°6 au traité de concession – Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avec la SEM Façonéo

CT4/14/12/21/50 - Approbation des taux de taxe d'enlèvement d'ordures ménagères de l'année 2022

CT4/14/12/21/51- Participation 2022 du budget principal à l'équilibre du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets métropolitain »

CT4/14/12/21/52 - Budget annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues – Adoption du Budget Primitif 2022

CT4/14/12/21/53 - Actualisation de la participation 2021 du budget principal au budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets unifié- des territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues »

CT4/14/12/21/54 - Budget annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues – Décision modificative de l'exercice 2021

CT4/14/12/21/55 - Budget Annexe Collecte du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissements liée à la gestion des déchets du CT4 sur la période 2022-2024

CT4/14/12/21/56 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération " Réalisation d'un centre de tri des collectes sélectives métropolitain"

CT4/14/12/21/57 - Approbation de l'avenant n°1 au contrat de mandat d'Etudes et de Travaux d'Investissement portés par la surtaxe Eau de la commune d'Auriol sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/14/12/21/58 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la société SOGEA Sud Hydraulique relatif à l'amélioration des performances de la station d'épuration d'Auriol-St Zacharie du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/14/12/21/59 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Gestion Forestière Territoriale » du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/14/12/21/60 - Approbation de l'avenant au marché de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage à la SPL SOLEAM pour la réalisation du projet d'aménagement des Berges de l'Huveaune avec création de la voie verte de l'Huveaune sur la commune de Marseille et l'étude de sa continuité sur les communes de La Penne s/Huveaune et Aubagne

CT4/14/12/21/61 - Approbation de l'avenant n°5 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport public de voyageurs du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/14/12/21/62 - Approbation de l'affectation du produit des forfaits post-stationnement (FPS) reversés au titre de l'année 2020 par les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence, Aubagne, Salon-de-Provence et Martigues, à la Métropole Aix-Marseille-Provence

CT4/14/12/21/63 - Approbation du Plan de Mobilité Métropolitain

CT4/141221/1

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Les prérogatives propres des Conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui disposent particulièrement que :

« (...) le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaine ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

[...] par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent II à compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de la compétence définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le

Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions (...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la section 2, du chapitre VIII du titre 1^{er} du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Afin de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale dans les territoires, le Conseil de la Métropole a accordé des délégations aux Conseils de Territoire prenant fin au 31 décembre 2021. Il est proposé, à compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022, de reconduire à l'identique, sous réserve des évolutions législatives postérieures, les délégations de compétences précédemment consenties aux Conseils de Territoire en dehors des exceptions prévues à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le respect des délibérations cadres adoptées par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain.

Dans ce cadre, les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole sont exercées dans le respect des objectifs et des règles fixées à l'échelon Métropolitain et,

notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, il convient d'autoriser le Conseil de Territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.

Par conséquent, il est demandé au Conseil de Territoire de se prononcer sur les délégations de compétences au Conseil de Territoire.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FBPA 018-9834/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 portant Délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et abrogation de la délibération FBPA 056- 9158/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 ;

- La délibération portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous réserve d'approbation du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est sollicité pour accord sur le projet de délibération au Conseil de la Métropole relatif à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, préalablement à son examen par le Conseil de la Métropole jusqu'au 31 décembre 2022.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile donne son accord sur le projet de délibération au Conseil de la Métropole relatif à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, joint à la présente délibération à compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/2

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Délégation du Conseil de Territoire au Président du Conseil de Territoire

Conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 II et IV, le Conseil de la Métropole a approuvé par plusieurs délibérations la délégation de l'exercice de certaines

compétences au Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile jusqu'au 31 décembre 2019.

En application de l'article L. 5218-7 II, à compter du 1^{er} janvier 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° dudit article.

Sous réserve de l'approbation à l'identique par le Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 des délégations de compétences du Conseil de la Métropole au profit du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Conseil de Territoire est invité à se prononcer sur les délégations de fonction au Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, telles que définies ci-après :

- Donner en application de l'article L.324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis du territoire préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier,
- Accorder les prêts de matériel divers (barrières, etc) pour les communes membres et associations du Territoire
- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres qui peuvent être passés sans formalités préalables, toute décision concernant leurs avenants, ainsi que l'approbation de l'ensemble des actes connexes liés, lorsque les crédits sont inscrits à l'état spécial, dans les cas et conditions suivants :
 - Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
 - Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur.
- Demander toutes subventions auprès de partenaires,

- Déposer tous dossiers d'autorisation d'urbanisme concernant le territoire,
- Déposer toutes demandes d'autorisation ou de déclaration au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement relevant de l'exploitation des compétences déléguées au territoire
- Autoriser l'occupation du domaine public ou privé des biens immobiliers situés sur le périmètre géographique du Conseil de Territoire,
- Conclure toutes conventions de location et de domiciliation en pépinières d'entreprises situées sur le territoire,
- Approuver des baux pour des biens situés sur le territoire, et conclure toutes conventions de mise à disposition y afférentes,
- Conclure toutes conventions de partenariat relatives à l'organisation de manifestations sur le territoire,
- Conclure toutes conventions de partenariat relatives à la mise en œuvre du service public relevant des compétences du territoire,
- Décider de l'ouverture et de la modification des structures intercommunales relevant des compétences du territoire.
- Approuver des conventions individuelles d'attribution de l'aide financière dans le cadre des dispositifs relevant des compétences déléguées au territoire,
- Approuver et autoriser la signature de conventions et de contrats,

Il est précisé que toute question n'ayant pas fait expressément l'objet d'une délégation au Président relèvera de la compétence du Conseil de territoire.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, il convient d'autoriser un vice-président, dans l'ordre du tableau, à remplacer

le Président dans l'exercice des fonctions qui lui ont été déléguées par le Conseil de territoire et à signer les décisions.

Enfin, sous réserve de l'approbation de la délibération du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Président sera autorisé à subdéléguer aux vice-présidents par arrêté les attributions qui lui ont été confiées. Il pourra également, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer sa signature par arrêté aux directeurs et responsables de services placés sous son autorité.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération CT4/130720/1 du Conseil de territoire du 13 juillet 2020 portant élection du Président de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous réserve d'approbation du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de renouveler les délégations de fonction au Président afin de garantir l'efficacité du service public.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Que le Président est chargé à compter du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, d'exercer les délégations ci-dessus désignées.

Article 2 :

Que les décisions prises par le Président, par délégation, sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du Conseil de territoire.

Article 3 :

Qu'en cas d'absence, de suspension ou de tout autre empêchement du Président, les délégations sont exercées par un vice-président, dans l'ordre des nominations.

Article 4 :

Que lors de chaque réunion de Conseil de Territoire, le Président rendra compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de territoire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/3

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Etat Spécial de Territoire – Adoption de la décision modificative N° 4 de l'exercice 2021

L'Etat Spécial de Territoire a été voté le 17 décembre 2020 par l'adoption du budget primitif 2021 par le Conseil de la Métropole. Il convient de procéder à des ajustements de crédits qui seront inscrits dans le cadre de la proposition au vote de la décision modificative N° 4.

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a notifié le montant de la dotation de gestion attribué à notre territoire qui tient compte de ces ajustements pour l'exercice 2021 :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 5 906 000 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 5 821 900 euros.

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'exercice 2021 en dépenses et en recettes.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération CT4/130720/1 du Conseil de territoire du 13 juillet 2020 portant élection du Président de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération du 15 avril 2021 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération CT4/181120/1 du 18 novembre 2020 approuvant le Budget primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Le Budget primitif 2021 adopté le 17 décembre 2020 du Conseil de Métropole ;
- La Décision modificative N° 1 du Budget primitif de l'Etat spécial de Territoire du 18 février 2021 du Conseil de Métropole ;
- La Décision modificative N° 2 du Budget primitif de l'Etat spécial de Territoire du 15 avril 2021 du Conseil de Métropole ;
- La Décision modificative N° 3 du Budget primitif de l'Etat spécial de Territoire du 4 juin 2021 du Conseil de Métropole ;
- Le Budget supplémentaire du Budget primitif de l'Etat spécial de Territoire du 7 octobre 2021 du Conseil de Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'Etat Spécial de Territoire, prévu à l'article L. 5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, est établi en section de fonctionnement et section d'investissement, tant en recettes qu'en dépenses ;
- Que l'Etat Spécial de Territoire est voté par chapitre en fonctionnement et en opérations sous mandats en investissement.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuve l'Etat Spécial de Territoire arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget supplémentaire 2021. Il s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement	0 euros
Section d'Investissement	0 euros

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/4

Sur le rapport de Michel LAN

Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 90 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 appartenant à Monsieur Ronan Abjean et Madame Clémence Maneval sise chemin des Côtes à Auriol

Sur la commune d'Auriol (13390), membre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la gestion du service public de l'eau potable est déléguée à la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR) et la gestion du service public de l'assainissement est assurée par la Société Publique Locale l'Eau des Collines (SPL l'Eau des Collines).

Dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées chemin des Côtes à Auriol engagés par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'accord anticipé des propriétaires riverains pour la réalisation des travaux, il est nécessaire de constituer une convention de servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces travaux relevant de l'intérêt général et du code de l'environnement, ont pour objectif de supprimer les fuites, d'éliminer les pollutions et les fosses septiques individuelles et de déplacer les réseaux implantés sur les parcelles privées sur le chemin privé des Côtes afin de rendre les interventions accessibles.

A cet effet, Monsieur Ronan Abjean et Madame Clémence Maneval consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et à la SPL l'Eau des Collines, ses délégataires, une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 30 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale d'environ 90 m², chemin des Côtes sur la commune d'Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

La superficie sera précisée dans le document d'arpentage réalisé par le géomètre expert.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 90 m², nécessaire aux canalisations d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle KA 248 appartenant à Monsieur Ronan Abjean et Madame Clémence Maneval sise chemin des Côtes à Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR, à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit sur la parcelle du chemin privé cadastrée KA 248 située chemin des Côtes à Auriol (13390) appartenant à Monsieur Ronan Abjean et Madame Clémence Maneval au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique et prendra en charge tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau du Territoire Marseille-Provence en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 6228 pour la canalisation d'eau potable et au Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 6518 pour la canalisation d'eaux usées

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/5

Sur le rapport de Michel LAN

Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 168 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur la parcelle cadastrée KA 172 appartenant à Madame Aline Basso/Roux sise chemin des Côtes à Auriol

Sur la commune d'Auriol (13390), membre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la gestion du service public de l'eau potable est déléguée à la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR) et la gestion du service public de l'assainissement est assurée par la Société Publique Locale l'Eau des Collines (SPL l'Eau des Collines).

Dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées chemin des Côtes à Auriol engagés par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'accord anticipé des propriétaires riverains pour la réalisation des travaux, il est nécessaire de constituer une convention de servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces travaux relevant de l'intérêt général et du code de l'environnement, ont pour objectif de supprimer les fuites, d'éliminer les pollutions et les fosses septiques individuelles et de déplacer les réseaux implantés sur les parcelles privées sur le chemin privé des Côtes afin de rendre les interventions accessibles.

A cet effet, Madame Aline Basso/Roux consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et la SPL l'Eau des Collines, ses délégataires, une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 56 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale d'environ 168 m², chemin des Côtes sur la commune d'Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et à la SPL L'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

La superficie sera précisée dans le document d'arpentage réalisé par le géomètre expert.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 168 m², nécessaire aux canalisations d'eau potable et d'eaux usées sur la parcelle cadastrée KA 172 appartenant à Madame Aline Basso/Roux sise chemin des Côtes à Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR, à la SPL L'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 3 :

Est approuvée la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit sur la parcelle cadastrée KA 172 située chemin des Côtes à Auriol (13390) appartenant à Madame Aline Basso/Roux au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique et prendra en charge tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau du Territoire Marseille-Provence en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 6228 pour la canalisation d'eau potable et au Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 6518 pour la canalisation d'eaux usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/6

Sur le rapport de Michel LAN

Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 15 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 appartenant aux Consorts Benso sise chemin des Côtes à Auriol

Sur la commune d'Auriol (13390), membre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la gestion du service public de l'eau potable est déléguée à la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR) et la gestion du service public de l'assainissement est assurée par la Société Publique Locale l'Eau des Collines (SPL l'Eau des Collines).

Dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées chemin des Côtes à Auriol engagés par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'accord anticipé des propriétaires riverains pour la réalisation des travaux, il est nécessaire de constituer une convention de servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces travaux relevant de l'intérêt général et du code de l'environnement, ont pour objectif de supprimer les fuites, d'éliminer les pollutions et les fosses septiques individuelles et de déplacer les réseaux implantés sur les parcelles privées sur le chemin privé des Côtes afin de rendre les interventions accessibles.

A cet effet, les Consorts Benso consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et la SPL l'Eau des Collines, ses délégataires, une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 5 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale d'environ 15 m², chemin des Côtes sur la commune d'Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et à la SPL L'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

La superficie sera précisée dans le document d'arpentage réalisé par le géomètre expert.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 15 m², nécessaire aux canalisations d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle KA 248 appartenant aux Consorts Benso sise chemin des Côtes à Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR, à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 5 :

Est approuvée la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit sur la parcelle du chemin privé cadastrée KA 248 située chemin des Côtes à Auriol (13390) appartenant aux Consorts Benso au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique et prendra en charge tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau du Territoire Marseille-Provence en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 6228 pour la canalisation d'eau potable et au Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 6518 pour la canalisation d'eaux usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/7

Sur le rapport de Michel LAN

Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 210 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur la parcelle cadastrée KA 239 appartenant à Mesdames Blanc Huguette et Marie-Claude sise chemin des Côtes à Auriol

Sur la commune d'Auriol (13390), membre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la gestion du service public de l'eau potable est déléguée à la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR) et la gestion du service public de l'assainissement est assurée par la Société Publique Locale l'Eau des Collines (SPL l'Eau des Collines).

Dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées chemin des Côtes à Auriol engagés par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'accord anticipé des propriétaires riverains pour la réalisation des travaux, il est nécessaire de constituer une convention de servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces travaux relevant de l'intérêt général et du code de l'environnement, ont pour objectif de supprimer les fuites, d'éliminer les pollutions et les fosses septiques individuelles et de déplacer les réseaux implantés sur les parcelles privées sur le chemin privé des Côtes afin de rendre les interventions accessibles.

A cet effet, Mesdames Blanc Huguette et Marie-Claude consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et la SPL l'Eau des Collines, ses délégataires, une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 70 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale d'environ 210 m², chemin des Côtes sur la commune d'Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

La superficie sera précisée dans le document d'arpentage réalisé par le géomètre expert.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 210 m², nécessaire aux canalisations d'eau potable et d'eaux usées sur la parcelle cadastrée KA 239 appartenant à Mesdames Blanc Huguette et Marie-Claude sise chemin des Côtes à Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR, à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 7 :

Est approuvée la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit sur la parcelle cadastrée KA 239 située chemin des Côtes à Auriol (13390) appartenant à Mesdames Blanc Huguette et Marie-Claude au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 8 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique et prendra en charge tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau du Territoire Marseille-Provence en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 6228 pour la canalisation d'eau potable et au Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 6518 pour la canalisation d'eaux usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/8

Sur le rapport de Michel LAN

Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 18 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 appartenant à Monsieur Guy Casorla sise chemin des Côtes à Auriol

Sur la commune d'Auriol (13390), membre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la gestion du service public de l'eau potable est déléguée à la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR) et la gestion du service public de l'assainissement est assurée par la Société Publique Locale l'Eau des Collines (SPL l'Eau des Collines).

Dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées chemin des Côtes à Auriol engagés par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'accord anticipé des propriétaires riverains pour la réalisation des travaux, il est nécessaire de constituer une convention de servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces travaux relevant de l'intérêt général et du code de l'environnement, ont pour objectif de supprimer les fuites, d'éliminer les pollutions et les fosses septiques individuelles et de déplacer les réseaux implantés sur les parcelles privées sur le chemin privé des Côtes afin de rendre les interventions accessibles.

A cet effet, Monsieur Guy Casorla consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et la SPL l'Eau des Collines, ses délégataires, une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 6 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale d'environ 18 m², chemin des Côtes sur la commune d'Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

La superficie sera précisée dans le document d'arpentage réalisé par le géomètre expert.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 18 m², nécessaire aux canalisations d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle KA 248 appartenant à Monsieur Guy Casorla sise chemin des Côtes à Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR, à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et

l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 9 :

Est approuvée la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit sur la parcelle du chemin privé cadastrée KA 248 située chemin des Côtes à Auriol (13390) appartenant à Monsieur Guy Casorla au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 10 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique et prendra en charge tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau du Territoire Marseille-Provence en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 6228 pour la canalisation d'eau potable et au Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 6518 pour la canalisation d'eaux usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/9

Sur le rapport de Michel LAN

Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 78 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 appartenant aux Consorts Cesano sise chemin des Côtes à Auriol

Sur la commune d'Auriol (13390), membre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la gestion du service public de l'eau potable est déléguée à la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR) et la gestion du service public de

l'assainissement est assurée par la Société Publique Locale l'Eau des Collines (SPL l'Eau des Collines).

Dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées chemin des Côtes à Auriol engagés par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'accord anticipé des propriétaires riverains pour la réalisation des travaux, il est nécessaire de constituer une convention de servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces travaux relevant de l'intérêt général et du code de l'environnement, ont pour objectif de supprimer les fuites, d'éliminer les pollutions et les fosses septiques individuelles et de déplacer les réseaux implantés sur les parcelles privées sur le chemin privé des Côtes afin de rendre les interventions accessibles.

A cet effet, les Consorts Cesano consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et la SPL l'Eau des Collines, ses délégataires, une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 26 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale d'environ 78 m², chemin des Côtes sur la commune d'Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

La superficie sera précisée dans le document d'arpentage réalisé par le géomètre expert.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 78 m², nécessaire aux canalisations d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle KA 248 appartenant aux Consorts Cesano sise chemin des Côtes à Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR, à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 11 :

Est approuvée la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit sur la parcelle du chemin privé cadastrée KA 248 située chemin des Côtes à Auriol (13390) appartenant aux Consorts Cesano au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique et prendra en charge tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau du Territoire Marseille-Provence en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 6228 pour la canalisation d'eau potable et au Budget Annexe Assainissement du

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 6518 pour la canalisation d'eaux usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/10

Sur le rapport de Michel LAN

Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 90 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur la parcelle cadastrée KA 159 appartenant à la Commune d'Auriol sise chemin des Côtes à Auriol

Sur la commune d'Auriol (13390), membre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la gestion du service public de l'eau potable est déléguée à la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR) et la gestion du service public de l'assainissement est assurée par la Société Publique Locale l'Eau des Collines (SPL l'Eau des Collines).

Dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées chemin des Côtes à Auriol engagés par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'accord anticipé des propriétaires riverains pour la réalisation des travaux, il est nécessaire de constituer une convention de servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces travaux relevant de l'intérêt général et du code de l'environnement, ont pour objectif de supprimer les fuites, d'éliminer les pollutions et les fosses septiques individuelles et de déplacer les réseaux implantés sur les parcelles privées sur le chemin privé des Côtes afin de rendre les interventions accessibles.

A cet effet, la Commune d'Auriol consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et la SPL l'Eau des Collines, ses délégataires, une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 30 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale d'environ 90 m², chemin des Côtes sur la commune d'Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain

grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

La superficie sera précisée dans le document d'arpentage réalisé par le géomètre expert.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 90 m², nécessaire aux canalisations d'eau potable et d'eaux usées sur la parcelle cadastrée KA 159 appartenant à la Commune d'Auriol sise chemin des Côtes à Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR, à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 13 :

Est approuvée la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit sur la parcelle cadastrée KA 159 située chemin des Côtes à Auriol (13390) appartenant à la Commune d'Auriol au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 14 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique et prendra en charge tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau du Territoire Marseille-Provence en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 6228 pour la canalisation d'eau potable et au Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 6518 pour la canalisation d'eaux usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/11

Sur le rapport de Michel LAN

Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 180 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur la parcelle cadastrée KA 334 appartenant aux Consorts Lanfranchi sise chemin des Côtes à Auriol

Sur la commune d'Auriol (13390), membre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la gestion du service public de l'eau potable est déléguée à la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR) et la gestion du service public de l'assainissement est assurée par la Société Publique Locale l'Eau des Collines (SPL l'Eau des Collines).

Dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées chemin des Côtes à Auriol engagés par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'accord anticipé des propriétaires riverains pour la réalisation des travaux, il est nécessaire de constituer une convention de servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces travaux relevant de l'intérêt général et du code de l'environnement, ont pour objectif de supprimer les fuites, d'éliminer les pollutions et les fosses septiques individuelles et de déplacer les réseaux implantés sur les parcelles privées sur le chemin privé des Côtes afin de rendre les interventions accessibles.

A cet effet, les Consorts Lanfranchi consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et la SPL l'Eau des Collines, ses délégataires, une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit.

Celle-ci s'exercera de façon permanente une longueur sur de 60 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale d'environ 180 m², chemin des Côtes sur la commune d'Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et à la SPL L'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

La superficie sera précisée dans le document d'arpentage réalisé par le géomètre expert.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 180 m², nécessaire aux canalisations d'eau potable et d'eaux usées sur la parcelle cadastrée KA 334 appartenant aux Consorts Lanfranchi sise chemin des

Côtes à Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR, à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 15 :

Est approuvée la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit sur la parcelle cadastrée KA 334 située chemin des Côtes à Auriol (13390) appartenant à aux Consorts Lanfranchi au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 16 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique et prendra en charge tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau du Territoire Marseille-Provence en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 6228 pour la canalisation d'eau potable et au Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 6518 pour la canalisation d'eaux usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/12

Sur le rapport de Michel LAN

Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 81 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 appartenant aux Consorts Louche sise chemin des Côtes à Auriol

Sur la commune d'Auriol (13390), membre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la gestion du service public de l'eau potable est déléguée à la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR) et la gestion du service public de l'assainissement est assurée par la Société Publique Locale l'Eau des Collines (SPL l'Eau des Collines).

Dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées chemin des Côtes à Auriol engagés par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'accord anticipé des propriétaires riverains pour la réalisation des travaux, il est nécessaire de constituer une convention de servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces travaux relevant de l'intérêt général et du code de l'environnement, ont pour objectif de supprimer les fuites, d'éliminer les pollutions et les fosses septiques individuelles et de déplacer les réseaux implantés sur les parcelles privées sur le chemin privé des Côtes afin de rendre les interventions accessibles.

A cet effet, les Consorts Louche consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et la SPL l'Eau des Collines, ses délégataires, une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 27 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale d'environ 81 m², chemin des Côtes sur la commune d'Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

La superficie sera précisée dans le document d'arpentage réalisé par le géomètre expert.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 81 m², nécessaire aux canalisations d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle KA 248 appartenant aux Consorts Louche sise chemin des Côtes à Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR, à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 17 :

Est approuvée la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit sur la parcelle du chemin privé cadastrée KA 248 située chemin des Côtes à Auriol (13390) appartenant aux Consorts Louche au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 18 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique et prendra en charge tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau du Territoire Marseille-Provence en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 6228 pour la canalisation d'eau potable et au Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 6518 pour la canalisation d'eaux usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/13

Sur le rapport de Michel LAN

Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 240 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 appartenant aux Consorts Maillard sise chemin des Côtes à Auriol

Sur la commune d'Auriol (13390), membre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la gestion du service public de l'eau potable est déléguée à la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR) et la gestion du service public de l'assainissement est assurée par la Société Publique Locale l'Eau des Collines (SPL l'Eau des Collines).

Dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées chemin des Côtes à Auriol engagés par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'accord anticipé des propriétaires riverains pour la réalisation des travaux, il est nécessaire de constituer une convention de servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces travaux relevant de l'intérêt général et du code de l'environnement, ont pour objectif de supprimer les fuites, d'éliminer les pollutions et les fosses septiques individuelles et de déplacer les réseaux implantés sur les parcelles

privées sur le chemin privé des Côtes afin de rendre les interventions accessibles.

A cet effet, les Consorts Maillard consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et la SPL l'Eau des Collines, ses délégataires, une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 80 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale d'environ 240 m², chemin des Côtes sur la commune d'Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

La superficie sera précisée dans le document d'arpentage réalisé par le géomètre expert.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 240 m², nécessaire aux canalisations d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle KA 248 appartenant aux Consorts Maillard sise chemin des Côtes à Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR, à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à

la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 19 :

Est approuvée la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit sur la parcelle du chemin privé cadastrée KA 248 située chemin des Côtes à Auriol (13390) appartenant aux Consorts Maillard au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 20 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique et prendra en charge tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau du Territoire Marseille-Provence en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 6228 pour la canalisation d'eau potable et au Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 6518 pour la canalisation d'eaux usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/14

Sur le rapport de Michel LAN

Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 120 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 aux Consorts Mastellini sise chemin des Côtes à Auriol

Sur la commune d'Auriol (13390), membre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la gestion du service public de l'eau potable est déléguée à la Société d'Aménagement Urbain et Rural

(SAUR) et la gestion du service public de l'assainissement est assurée par la Société Publique Locale l'Eau des Collines (SPL l'Eau des Collines).

Dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées chemin des Côtes à Auriol engagés par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'accord anticipé des propriétaires riverains pour la réalisation des travaux, il est nécessaire de constituer une convention de servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces travaux relevant de l'intérêt général et du code de l'environnement, ont pour objectif de supprimer les fuites, d'éliminer les pollutions et les fosses septiques individuelles et de déplacer les réseaux implantés sur les parcelles privées sur le chemin privé des Côtes afin de rendre les interventions accessibles.

A cet effet, les Consorts Mastellini consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et la SPL l'Eau des Collines, ses délégataires, une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 40 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale d'environ 120 m², chemin des Côtes sur la commune d'Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

La superficie sera précisée dans le document d'arpentage réalisé par le géomètre expert.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique

territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 120 m², nécessaire aux canalisations d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle KA 248 appartenant aux Consorts Mastellini sise chemin des Côtes à Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR, à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 21 :

Est approuvée la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit sur la parcelle du chemin privé cadastrée KA 248 située chemin des Côtes à Auriol (13390) appartenant aux Consorts Mastellini au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 22 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique et prendra en charge tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau du Territoire Marseille-Provence en section de fonctionnement, chapitre 011,

nature 6228 pour la canalisation d'eau potable et au Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 6518 pour la canalisation d'eaux usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/15

Sur le rapport de Michel LAN

Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 615 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA 248 appartenant aux Consorts Nascimento sise chemin des Côtes à Auriol

Sur la commune d'Auriol (13390), membre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la gestion du service public de l'eau potable est déléguée à la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR) et la gestion du service public de l'assainissement est assurée par la Société Publique Locale l'Eau des Collines (SPL l'Eau des Collines).

Dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées chemin des Côtes à Auriol engagés par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'accord anticipé des propriétaires riverains pour la réalisation des travaux, il est nécessaire de constituer une convention de servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces travaux relevant de l'intérêt général et du code de l'environnement, ont pour objectif de supprimer les fuites, d'éliminer les pollutions et les fosses septiques individuelles et de déplacer les réseaux implantés sur les parcelles privées sur le chemin privé des Côtes afin de rendre les interventions accessibles.

A cet effet, les Consorts Nascimento consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et la SPL l'Eau des Collines, ses délégataires, une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 205 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale d'environ 615 m², chemin des Côtes sur la commune d'Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et à la SPL

L'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

La superficie sera précisée dans le document d'arpentage réalisé par le géomètre expert.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 615 m², nécessaire aux canalisations d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle KA 248 appartenant aux Consorts Nascimento sise chemin des Côtes à Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR, à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 23 :

Est approuvée la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit sur la parcelle du chemin privé cadastrée KA 248 située chemin des Côtes à Auriol (13390)

appartenant aux Consorts Nascimento au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 24 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique et prendra en charge tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau du Territoire Marseille-Provence en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 6228 pour la canalisation d'eau potable et au Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 6518 pour la canalisation d'eaux usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/16

Sur le rapport de Michel LAN

Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 51 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA248 appartenant aux Consorts Quesnel sise chemin des Côtes à Auriol

Sur la commune d'Auriol (13390), membre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la gestion du service public de l'eau potable est déléguée à la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR) et la gestion du service public de l'assainissement est assurée par la Société Publique Locale l'Eau des Collines (SPL l'Eau des Collines).

Dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées chemin des Côtes à Auriol engagés par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'accord anticipé des propriétaires riverains pour la réalisation des travaux, il est nécessaire de constituer une

convention de servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces travaux relevant de l'intérêt général et du code de l'environnement, ont pour objectif de supprimer les fuites, d'éliminer les pollutions et les fosses septiques individuelles et de déplacer les réseaux implantés sur les parcelles privées sur le chemin privé des Côtes afin de rendre les interventions accessibles.

A cet effet, les Consorts Quesnel consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et la SPL l'Eau des Collines, ses délégataires, une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 17 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale d'environ 51 m², chemin des Côtes sur la commune d'Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

La superficie sera précisée dans le document d'arpentage réalisé par le géomètre expert.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 51 m²,

nécessaire aux canalisations d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle KA248 appartenant aux Consorts Quesnel sise chemin des Côtes à Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR, à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 25 :

Est approuvée la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit sur la parcelle du chemin privé cadastrée KA248 située chemin des Côtes à Auriol (13390) appartenant aux Consorts Quesnel au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 26 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique et prendra en charge tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau du Territoire Marseille-Provence en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 6228 pour la canalisation d'eau potable et au Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 6518 pour la canalisation d'eaux usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/17

Sur le rapport de Michel LAN

Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 15 m², nécessaire aux conduites d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle cadastrée KA248 appartenant aux Consorts Therache sise chemin des Côtes à Auriol

Sur la commune d'Auriol (13390), membre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la gestion du service public de l'eau potable est déléguée à la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR) et la gestion du service public de l'assainissement est assurée par la Société Publique Locale l'Eau des Collines (SPL l'Eau des Collines).

Dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées chemin des Côtes à Auriol engagés par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'accord anticipé des propriétaires riverains pour la réalisation des travaux, il est nécessaire de constituer une convention de servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces travaux relevant de l'intérêt général et du code de l'environnement, ont pour objectif de supprimer les fuites, d'éliminer les pollutions et les fosses septiques individuelles et de déplacer les réseaux implantés sur les parcelles privées sur le chemin privé des Côtes afin de rendre les interventions accessibles.

A cet effet, les Consorts Therache consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et la SPL l'Eau des Collines, ses délégataires, une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 5 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale d'environ 15 m², chemin des Côtes sur la commune d'Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR et à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

La superficie sera précisée dans le document d'arpentage réalisé par le géomètre expert.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit d'environ 15 m², nécessaire aux canalisations d'eau potable et d'eaux usées sur le chemin privé, parcelle KA248 appartenant aux Consorts Therache sise chemin des Côtes à Auriol (13390), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SAUR, à la SPL l'Eau des Collines ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable et d'eaux usées.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 27 :

Est approuvée la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit sur la parcelle du chemin privé cadastrée KA248 située chemin des Côtes à Auriol (13390) appartenant aux Consorts Therache au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 28 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique et

prendra en charge tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau du Territoire Marseille-Provence en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 6228 pour la canalisation d'eau potable et au Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 6518 pour la canalisation d'eaux usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/18

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation du règlement intérieur des déchèteries du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Ainsi, dans le cadre d'une politique volontariste de gestion des déchets basée sur le tri et la valorisation, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, propose un règlement intérieur des déchèteries modifié. Ce dernier a pour objet de définir les règles d'utilisation des sites qui s'imposent à tous les utilisateurs. Ainsi ce rapport définit entre autre :

- Des horaires d'ouverture des quatre déchèteries,
- Les conditions d'accès des déchèteries limitées aux déchets exclusivement produits par les habitants (fermeture aux professionnels),
- Les déchets acceptés et interdits,
- Les missions des agents des déchèteries,
- Le rôle des usagers,
- Les circuits de circulation, les consignes de sécurité, la vidéoprotection,
- La responsabilité des usagers envers les biens et les personnes.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique, a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets ;
- Le décret N°2000-404 du 11 mai 2000 fixe les modalités de présentation, le contenu de ce rapport et sa mise en œuvre à partir de 1999 ;
- Le décret N°2015-1827 du 30 décembre 2015, s'inscrit dans cette loi en précisant les futurs indicateurs techniques et financiers qui doivent figurer dans les rapports annuels sur les prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers ;
- La délibération CT4/151121/4 du Conseil de Territoire du 15 novembre 2021 donnant un avis favorable au règlement de collecte des déchets ménagers du Territoire d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

DECIDE

Article unique :

PREND ACTE le règlement des déchèteries du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile tel qu'il est présenté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/19

**Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Poursuite d'une campagne expérimentale
« Zéro déchet » sur les communes du
Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

Par délibération n° DEA 038-8022/19/CM du 19 décembre 2019, la Métropole a défini, en complément du schéma métropolitain de gestion des déchets, son Plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 (PMPDMA).

Ce plan s'inscrit dans le Plan climat-air-énergie métropolitain et définit 4 axes de travail :

- Axe 1 : Sensibiliser à la réduction des déchets pour faire évoluer les comportements ;
- Axe 2 : Harmoniser les modalités de gestion des déchets d'activités économiques sur le territoire afin de favoriser l'émergence de solutions adaptées ;
- Axe 3 : Valoriser la ressource « biodéchets » et lutter contre le gaspillage alimentaire ;
- Axe 4 : Donner une seconde vie aux produits et objets.

Ces axes ont été développés localement sur le territoire par des actions concrètes :

- Le Territoire sensibilise les scolaires sur le gaspillage alimentaire et sur le tri des déchets ;
- Depuis 2020, le Territoire permet à chaque foyer d'acquérir un composteur ou lombric-composteur ;
- Depuis 2021, l'extension des consignes de tri sur les plastiques permet un tri plus important des recyclables secs ;
- Depuis le mois de mai 2021, le lancement d'une campagne expérimentale « zéro déchet » sur les communes pilotes.

Le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile propose depuis mai 2021 un kit permettant la réduction des déchets à la source sur deux communes pilotes.

L'opération a pour objectif de réduire les ordures ménagères qui représentent plus de 50% des tonnages pris en charge chaque année sur le Territoire.

Cette démarche s'inscrit dans la sensibilisation à la réduction des déchets et la valorisation des biodéchets en permettant de :

- Réduire les emballages alimentaires ;
- Réduire l'utilisation de contenant plastique à usage unique ;
- Réduire les déchets fermentescibles.

Face au bilan positif de cette expérimentation, il est proposé d'étendre cette expérimentation en élargissant la distribution des poules à l'ensemble du Territoire.

Ainsi, il sera possible pour chaque foyer du Territoire d'adopter deux poules pour réduire les déchets ménagers fermentescibles sur présentation d'un coupon établi par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne
et de l'Etoile,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEA 018-2836/17/CM du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets ;
- La délibération DEA 038-8022/19/CM du Conseil de Métropole du 19 décembre 2018 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025.

Où le rapport ci-dessus,

DECIDE

Article unique :

Est approuvé la poursuite de la campagne expérimentale « Zéro déchet » auprès des foyers des communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, en distribuant aux habitants volontaires du Territoire des coupons permettant d'adopter deux poules par foyer.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/20

Sur le rapport d'Alain ROUSSET

Approbation d'une subvention pour action à l'Association des Céramistes et Santonniers du Pays d'Aubagne

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'accompagnement de la filière Argile du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'Association des Céramistes et Santonniers du Pays d'Aubagne est un organe représentatif des professionnels de la céramique et du santon qu'elle fédère sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Dans le cadre de la Biennale ARGILLA mettant à l'honneur la République Tchèque cette année, l'association a organisé l'exposition « KERAMIKA, LASKA MA » (Céramique mon amour), au centre d'art des Pénitents Noirs de la ville d'Aubagne. Cette manifestation s'est tenue du 19 juin au 18 septembre 2021 et a accueilli plus de 1250 visiteurs venus du Territoire et bien au-delà.

Ce partenariat a permis, en collaboration avec les équipes Argile du Territoire et du centre d'art des Pénitents Noirs, de monter une exposition d'envergure internationale, valorisant l'attractivité du Territoire et permettant son rayonnement en France et à l'Etranger.

L'association sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention pour action au titre de l'exercice 2021, dossier MGDIS N°488

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la céramique est un des marqueurs identitaires du Territoire ;
- Que la dynamique de partenariats ainsi développés participent au développement de nouvelles activités et au rayonnement de la filière Argile ;
- Que la présentation de l'exposition « KERAMIKA, LASKA MA » est un écrin pour la manifestation ARGILLA 2021 dont le pays invité d'honneur est la République Tchèque.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1:

D'attribuer une subvention pour action à l'Association des Céramistes et Santonniers du Pays d'Aubagne d'un montant de 6 000€ (six mille euros) au titre de l'exercice 2021 pour l'organisation de l'exposition « KERAMIKA, LASKA MA ».

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en fonctionnement dépenses Chapitre 65 sur le compte 65748 pour le service ARGEV4.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/21

Sur le rapport d'Alain ROUSSET

Attribution d'une subvention au bénéfice de la Société philharmonique de Cadolive

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

La société philharmonique de Cadolive a pour objectif de créer et de mener des actions autour de la création musicale. Elle souhaite poursuivre son fonctionnement et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code

général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Territoire. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels du Territoire et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du

- règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 018-9834/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'importance du maintien de la culture sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement global à la société philharmonique de Cadolive d'un montant de 2500 euros au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial du Territoire chapitre 65, nature 65748 020 A330.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/22

Sur le rapport d'Alain ROUSSET

Attribution d'une subvention au bénéfice de la Société Aubagne jazz band

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association Aubagne Jazz Band a pour objectif de créer et de mener des actions autour de la création musicale. Dans le cadre de sa programmation, Aubagne Jazz Band a déposé un dossier pour action afin d'organiser un concert en plein air sur la ville d'Aubagne avec un programme musical original et varié accessible à tous.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Territoire. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels du Territoire et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 018-9834/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'importance du maintien de la culture sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement global à la société Aubagne Jazz Band d'un montant de 2500 euros au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial du Territoire chapitre 65, nature 65748 020 A330.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/23

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant 1 à la Convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage « TTMO » N° 19/0656 relative à la réalisation par la commune de PEYPIN d'équipements relatifs à la compétence « Eau Pluviale » – Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

En 2019, la Commune de Peypin a souhaité engager des opérations de création, d'extension et de renouvellement sur le réseau et les ouvrages pluviaux afin d'accompagner ses travaux d'aménagement de voirie et de requalification des espaces publics.

Ces opérations nouvelles consistaient à la création de grilles et d'avaloirs pour améliorer l'évacuation des eaux de ruissellement, du recalibrage de certains fossés et d'ouvrages de rétention.

Avec la crise sanitaire, le réaménagement de l'avenue des Marquis a été reporté afin de permettre de consulter les riverains et commander une étude hydraulique sur le bassin versant.

Les résultats de cette modélisation des écoulements pluviaux réalisée par le BET CERRETTI a permis de dimensionner les réseaux pluviaux de cette voie et d'adapter les ouvrages par rapport à la forte déclivité du secteur.

Le présent avenant a pour objet de valider le nouveau projet pluvial et d'inscrire les crédits supplémentaires pour améliorer la prise en compte du risque ruissellement sur ce chantier.

En application des dispositions de l'article L 5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'« Eau et Assainissement » qui inclus l'Eau Pluviale depuis le 1er janvier 2018.

Dans le cadre de ces nouvelles opérations, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations objet de la présente convention afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son programme d'aménagement de voirie qui sera suivi par ses services municipaux.

En application des dispositions de l'article 2-II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, la présente convention a pour objet d'organiser les modalités de transfert à la commune de la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ces opérations.

DECIDE

Cette délibération vise à approuver l'avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage consentie pour la durée du programme de l'opération.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui rend la Métropole compétente en matière d'eau pluviale au 1er janvier 2018 ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le Conseil Municipal de la commune de Peypin en date du 16 novembre 2021 approuvant l'avenant à convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative aux travaux d'amélioration du réseaux pluvial Chemin des Marquis par la commune de Peypin dans le cadre de la compétence « Eau Pluviale » ;
- La délibération CT4/130720/1 du Conseil de territoire du 13 juillet 2020 portant élection du Président de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération CT4/150421/1 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 avril 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

Article 29 :

Est approuvée l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d'« Eau Pluviale » du chemin des Marquis sur la commune de Peypin.

Article 2 :

Les crédits de 200 000 euros TTC sont inscrits en dépense et recette au Budget 2021 et 2022 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194018 opération « Pluvial compétences transférées ».

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer l'avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ainsi que tout actes y afférents.

ADOPTEE A L'UNANIMITE

CT4/141221/24

Sur le rapport de Patrick PIN

Attribution d'une subvention au bénéfice de la Société de chasse de La Bouilladisse

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

La Société de chasse de La Bouilladisse est :

- Acteur de la préservation de la biodiversité à travers l'aménagements et l'entretien des milieux forestiers, et la gestion des espèces,
- Acteur dans l'entretien des friches agricoles en périphérie des zones forestières,
- Acteur de la vie sociale, par leur rôle dans l'animation des territoires ruraux, vecteur de cohésion sociale et de partage,
- Acteur culturels au titre de la protection de l'environnement, impliqués dans la sensibilisation et la transmission des connaissances via des actions et des outils d'éducation à la nature.

Elle souhaite poursuivre son fonctionnement et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier MGDIS n° 00001003.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Territoire. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels du Territoire et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 018-9834/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'importance du maintien de la biodiversité sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement global à la Société de chasse de la Bouilladisse d'un montant de 2500 euros au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial du Territoire chapitre 65, nature 65748 020 A330.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/25

Sur le rapport de Patrick PIN

Attribution d'une subvention au bénéfice de la Société de chasse de Cuges-Les-Pins

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

La société de chasse de Cuges-Les-Pins est :

- Acteur de la préservation de la biodiversité à travers l'aménagements et l'entretien des milieux forestiers, et la gestion des espèces,
- Acteur dans l'entretien des friches agricoles en périphérie des zones forestières,
- Acteur de la vie sociale, par leur rôle dans l'animation des territoires ruraux, vecteur de cohésion sociale et de partage,
- Acteur culturels au titre de la protection de l'environnement, impliqués dans la sensibilisation et la transmission des connaissances via des actions et des outils d'éducation à la nature.

Elle souhaite poursuivre son fonctionnement et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier MGDIS 00001037.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales,

l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Territoire. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels du Territoire et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 018-

9834/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'importance du maintien de la biodiversité sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement global à la Société de chasse de Cuges-Les-Pins d'un montant de 2500 euros au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial du Territoire chapitre 65, nature 65748020 A330.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/26

Sur le rapport de Patrick PIN

Attribution d'une subvention au bénéfice de L'Amicale Cynégétique Auriolaise

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'Amicale Cynégétique Auriolaise est :

- Acteur de la préservation de la biodiversité à travers l'aménagements et l'entretien des milieux forestiers, et la gestion des espèces,
- Acteur dans l'entretien des friches agricoles en périphérie des zones forestières,
- Acteur de la vie sociale, par leur rôle dans l'animation des territoires ruraux, vecteur de cohésion sociale et de partage,

- Acteur culturels au titre de la protection de l'environnement, impliqués dans la sensibilisation et la transmission des connaissances via des actions et des outils d'éducation à la nature.

Elle souhaite poursuivre son fonctionnement et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier MGDIS n°00001011.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Territoire. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels du Territoire et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 018-9834/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'importance du maintien de la biodiversité sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement global à L'Amicale Cynégétique Auriolaise d'un montant de 2500 € au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat spécial du Territoire chapitre 65, nature 65748020 A330.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/27

Sur le rapport de Patrick PIN

Attribution d'une subvention au bénéfice de l'Amicale des Chasseurs de Cadolive

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'Amicale des Chasseurs de Cadolive est :

- Acteur de la préservation de la biodiversité à travers l'aménagements et l'entretien des milieux forestiers, et la gestion des espèces,
- Acteur dans l'entretien des friches agricoles en périphérie des zones forestières,
- Acteur de la vie sociale, par leur rôle dans l'animation des territoires ruraux, vecteur de cohésion sociale et de partage,
- Acteur culturels au titre de la protection de l'environnement, impliqués dans la sensibilisation et la transmission des connaissances via des actions et des outils d'éducation à la nature.

Elle souhaite poursuivre son fonctionnement et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier MGDIS n°00000983.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire

aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Territoire. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels du Territoire et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de

Territoire

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 018-9834/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'importance du maintien de la biodiversité sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement global à l'Amicale des Chasseurs de Cadolive d'un montant de 2500 euros au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial du Territoire chapitre 65, nature 65748 020 A330.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/28

Sur le rapport de Patrick PIN

Attribution d'une subvention au bénéfice de la Société de Chasse de Saint-Savournin

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

La société de Chasse de Saint Savournin :

- Acteur de la préservation de la biodiversité à travers l'aménagements et l'entretien des milieux forestiers, et la gestion des espèces,

- Acteur dans l'entretien des friches agricoles en périphérie des zones forestières,
- Acteur de la vie sociale, par leur rôle dans l'animation des territoires ruraux, vecteur de cohésion sociale et de partage,
- Acteurs culturels au titre de la protection de l'environnement, impliqués dans la sensibilisation et la transmission des connaissances via des actions et des outils d'éducation à la nature.

Elle souhaite poursuivre son fonctionnement et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier MGDIS n° 00001025.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Territoire. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels du Territoire et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 018-9834/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'importance du maintien de la biodiversité sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement global à la société de Chasse de St Savournin d'un montant de 2500 euros au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial du Territoire chapitre 65, nature 65748020 A330.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/29

Sur le rapport de Patrick PIN

Attribution d'une subvention au bénéfice de l'association des Chasseurs de Peypin

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association des Chasseurs de Peypin est :

- Acteur de la préservation de la biodiversité à travers l'aménagements et l'entretien des milieux forestiers, et la gestion des espèces,
- Acteur dans l'entretien des friches agricoles en périphérie des zones forestières,
- Acteur de la vie sociale, par leur rôle dans l'animation des territoires ruraux, vecteur de cohésion sociale et de partage,
- Acteur culturels au titre de la protection de l'environnement, impliqués dans la sensibilisation et la transmission des connaissances via des actions et des outils d'éducation à la nature.

Elle souhaite poursuivre son fonctionnement et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier MGDIS n° 00000978.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Territoire. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels du Territoire et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 018-9834/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'importance du maintien de la biodiversité sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement global à l'association des Chasseurs de Peypin d'un montant de 2500 euros au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial du Territoire chapitre 65, nature 65748020 A330.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/30

Sur le rapport de Patrick PIN

Attribution d'une subvention au bénéfice de la société de Chasse de Belcodène

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

La société de Chasse de Belcodène est :

- Acteur de la préservation de la biodiversité à travers l'aménagements et l'entretien des milieux forestiers, et la gestion des espèces,
- Acteur dans l'entretien des friches agricoles en périphérie des zones forestières,
- Acteur de la vie sociale, par leur rôle dans l'animation des territoires ruraux, vecteur de cohésion sociale et de partage,
- Acteurs culturels au titre de la protection de l'environnement, impliqués dans la sensibilisation et la transmission des connaissances via des actions et des outils d'éducation à la nature.

Elle souhaite poursuivre son fonctionnement et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier MGDIS n°00001005.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Territoire. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels du Territoire et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 018-9834/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'importance du maintien de la biodiversité sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement global à la société de Chasse de Belcodène d'un montant de 2500 euros au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat spécial du Territoire chapitre 65, nature 65748020 A330.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/31

Sur le rapport de Patrick PIN

Attribution d'une subvention au bénéfice de la société de chasse de Roquevaire

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

La société de chasse de Roquevaire est :

- Acteur de la préservation de la biodiversité à travers l'aménagements et l'entretien des milieux forestiers, et la gestion des espèces,
- Acteur dans l'entretien des friches agricoles en périphérie des zones forestières,
- Acteur de la vie sociale, par leur rôle dans l'animation des territoires ruraux, vecteur de cohésion sociale et de partage,
- Acteur culturels au titre de la protection de l'environnement, impliqués dans la sensibilisation et la transmission des connaissances via des actions et des outils d'éducation à la nature.

Elle souhaite poursuivre son fonctionnement et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Territoire. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels du Territoire et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août

2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 018-9834/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'importance du maintien de la biodiversité sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement global à la société de chasse de Roquevaire d'un montant de 2500 euros au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat spécial du Territoire chapitre 65, nature 65748 020 A330.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/141221/32

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Budget annexe du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2022

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur le Budget Primitif 2022 du budget annexe « Assainissement » du territoire du Pays

d'Aubagne et de l'Etoile pour l'exercice 2022. Ce budget annexe est établi selon la nomenclature budgétaire et comptable M49. Il est voté par nature avec présentation fonctionnelle.

Est présenté ci-après l'équilibre du projet de Budget Primitif 2022 de ce budget annexe. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Equilibre du Budget Primitif 2022 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	2 778 000,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	4 954 937,90 euros

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire donne un avis sur le budget annexe qui lui est délégué.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est approuvé le Budget Primitif 2022 du budget annexe « Assainissement » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, par nature avec

présentation fonctionnelle, tel qu'il est présenté ci-dessus.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/33

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Parcs et Aires de Stationnement" de la commune de Saint-Zacharie

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 187-3206/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Zacharie des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Parcs et Aires de Stationnement

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°4 à la convention de gestion de la commune de Saint-Zacharie.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 187-3206/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Zacharie ;

- Les délibérations n° FAG 115-4571/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 247-5064/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 140-7796/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 144-9246/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Saint-Zacharie ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 décembre 2021 ;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°4 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Zacharie.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Zacharie tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/34

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Parcs et Aires de Stationnement" de la commune de Roquevaire

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI

fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 185-3204/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Roquevaire des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Aires et Parcs de Stationnement
- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Potable

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs

d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°4 à la convention de gestion de la commune de Roquevaire.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 185-3204/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Roquevaire ;
- Les délibérations n° FAG 118-4574/18/CM du 18 octobre 2019 et n° FAG 237-5054/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 139-7795/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 143-9245/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Roquevaire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°4 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Roquevaire.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Roquevaire tel qu'annexé à la présente.

Article 2

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/35

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et 'Parcs et Aires de stationnement ' de la commune de Peypin

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2

qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 184-3203/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Peypin des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Aires et Parcs de Stationnement
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de

proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion de la commune de Peypin.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 184-3203/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Peypin ;
- Les délibérations n° FAG 238-5055/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 238-5055/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 101-7757/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 142-9244/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Peypin ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 décembre 2021 ;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion avec la commune de Peypin.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-

Marseille-Provence et la commune de Peypin tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/36

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de La Penne sur Huveaune

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la

commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 183-3202/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de La Penne sur Huveaune des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°4 à la convention de gestion de la commune de La Penne sur Huveaune.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 183-3202/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de La Penne sur Huveaune;
- Les délibérations n° FAG 122-4578/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 239-5056/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 137-7793/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 141-9243 du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de La Penne sur Huveaune ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 décembre 2021 ;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°4 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Penne sur Huveaune.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Penne sur Huveaune tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/37

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Parcs et Aires de stationnement", de la commune de La Bouilladisse

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 181-3200/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de La Bouilladisse des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Aires et Parcs de Stationnement
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant N°4 à la convention de gestion de la commune de La Bouilladisse.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° FAG 181-3200/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de La Bouilladisse;
- Les délibérations n° FAG 117-4573/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 241-5058/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 136-7792/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 140-9242/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de La Bouilladisse ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 décembre 2021 ;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°4 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Bouilladisse.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Bouilladisse tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/38

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Belcodène

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité es compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Générale des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n°FAG 178-3197/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Belcodène des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} janvier 2018.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, ménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1^{er} janvier 2020 (article 76).

Ces compétences étant étroitement liées à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », la Métropole n'aurait pas disposé au 1^{er} janvier 2018 des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1^{er} janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Ainsi par délibération n° FAG 121-4577/18/CM du 18 octobre 2018, la Métropole a approuvé l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », portant la durée initiale de la convention d'un an à deux ans, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Cet avenant a été approuvé par la commune de Belcodène.

La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a modifié la date du transfert des compétences « Création, ménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1^{er} janvier 2023 (article 19).

Par délibération n° FAG 085-7741/19/CM du 19 décembre 2019, la Métropole ne disposant pas au 1^{er} janvier 2020 des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie, a prolongé d'un an par avenant n°2, la convention de gestion avec la commune de Belcodène. Toutefois, suite à une erreur d'interprétation, la commune n'a pas approuvé cet avenant.

Compte tenu d'une part de cette absence de délibération concordante et de la nécessité d'autre part, d'assurer la continuité du service public et notamment de poursuivre les missions relatives à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sur la commune de Belcodène, il est proposé aujourd'hui au Conseil de la Métropole de conclure avec la commune de Belcodène une convention de gestion pour une durée d'un an, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 178-3197/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Belcodène ;
- Les délibérations n° FAG 121-4577/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 244-5061/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Belcodène ;
- La délibération n° FAG 085-7741/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020 la convention de gestion relative

à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » avec la commune de Belcodène ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 décembre 2021 ;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité du service public et notamment de poursuivre les missions relatives à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sur la commune de Belcodène.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » telle qu'annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Belcodène.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/39

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Aires et parcs de stationnement" et ' Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ' de la commune d'Auriol

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 177-3196/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune d'Auriol des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion de la commune d'Auriol.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n° FAG 120-4576/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 245-5062/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 135-7791/19/CM du 19

décembre 2019 et n° FBPA 138-9240 du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune d'Auriol ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 décembre 2021 ;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Auriol.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Auriol tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/40

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Parcs et aires de stationnement", "Abrs de voyageurs" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire de la commune d'Aubagne

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la

loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif d'exercice de proximité es compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 159-3178/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune d'Aubagne des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion de la commune de Aubagne.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 176-3195/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune d'Aubagne ;
- Les délibérations n° FAG 119-4575/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 246-5063/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 134-7790/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 137-9239 du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec

- la commune d'Aubagne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aubagne.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aubagne tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/41

Sur le rapport de Gérard GAZAY

**Concession Centre-Ville Aubagne- SOLEAM
- Approbation du Compte-Rendu Annuel à la
Collectivité au 31 décembre 2020**

Par délibération n° URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a déclaré d'intérêt métropolitain « Interface Vallée de l'Huveaune/Bras d'Or ». Cette délibération avait permis initialement, d'engager la restructuration de l'îlot du « Bras d'or » un mandat d'étude a été confié à la SOLEAM pour dans un premier temps réaliser des études hydrauliques spécifiques, et dans un second temps des études pré-opérationnelles, visant à dégager les potentialités urbaines, techniques et financières de la restructuration de l'îlot Bras d'Or.

En parallèle, la commune a lancé une étude pré-opérationnelle, en partenariat avec la

Métropole et la Région visant à définir les modalités d'urbanisation autour du pôle d'échanges afin de développer « un quartier de Gare » participant à la redynamisation du centre-ville d'Aubagne.

Ces études ont confirmé les enjeux de requalification et de redynamisation du centre-ville en articulation avec le développement d'un quartier de gare innovant et la requalification du secteur du Bras d'or à l'ouest du centre-ville.

Ainsi, une concession d'aménagement a été confiée à la SOLEAM, par délibération n° URB 043-4201/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 28 juin 2018.

Le programme de la concession porte :

- sur la requalification de deux îlots du centre-ville d'Aubagne permettant la réalisation d'un programme de construction d'environ 38 000 m² de surface de plancher dédié en majorité à du logement et des commerces de proximité.
- Sur la requalification d'espaces publics : cours Barthélémy, espace Grimaud, création de mail, chemin du bras d'or notamment.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Acquérir le foncier nécessaire à la réalisation du programme de construction ;
- Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet ;
- Démolir les bâtiments existants le cas échéant nécessaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement ;
- Réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme de l'opération en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération ;
- Commercialiser le foncier aménagé ;
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-

rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 15 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

1. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
2. Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
3. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
4. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
5. Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries.

Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité:

Compte rendu de l'année 2020

L'année 2020 a été principalement consacrée :

- A la poursuite des études architecturales et urbaines afin de finaliser le projet urbain,
- A la poursuite des acquisitions foncières (acquisitions EPF, Centre Hospitalier Valvert et Mac Donalds),
- A la finalisation des travaux d'aménagement du Cours Barthélémy,
- A la mise en sécurité de biens bâtis acquis,
- Au montage de Conventions d'Occupation Temporaire pour du bâti acquis et occupés.

Le montant des dépenses prévues en 2020

étaient de 9 182 886 € TTC à comparer à 7 362 042 € réalisées soit un écart de -1 820 844 € TTC, principalement dû à :

- un écart de 1 595 832 € sur le poste travaux essentiellement lié à la nécessité de présenter des avenants en CAO afin d'ajuster les quantités et de contractualiser les travaux supplémentaires pour le Cours Barthélémy, la décision de ne pas traiter l'espace Grimaud en priorité, et la décision de ne pas traiter l'avenue des Goumes.
- Un écart de 119 119 € TTC sur le poste études lié au report de l'étude Communication et Concertation et au montage du dossier de DUP de la nécessité d'attendre la stabilisation de la programmation et des invariants du projet urbain.
- Un écart de 72 287 € TTC sur le poste rémunération du concessionnaire lié à la baisse de la rémunération sur dépenses, les dépenses réalisées étant inférieures aux dépenses prévisionnelles.

Le montant des recettes prévues était de 2 000 002 € TTC, par rapport à 981 000 € réalisées soit un écart de 1 019 002 €, principalement dû à :

- Un écart de 1 019 002 € TTC sur le poste participations du concédant, dû à un décalage du versement de la participation.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel de l'opération au 31 décembre 2020 fait apparaître un montant de dépenses à terme de 29 484 415 euros TTC. Il se répartit selon les postes suivants :

- Études : 429 953 euros
- Acquisitions : 13 192 326 euros
- Relogement et évictions commerciales : 514 399 euros
- Travaux et honoraires : 11 398 238 euros
- Dépenses annexes : 1 150 508 euros
- Frais financiers : 194 429 euros
- Rémunération de l'aménageur : 2 604 562 euros
- TVA : 2 516 738 euros

Le montant total des dépenses à terme est en hausse de 352 269 € TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cette hausse est principalement due à l'acquisition non prévue initialement de foncier

sur l'îlot Barthélémy, bien que compensée par l'abandon de certains projets d'acquisitions sur l'îlot Antide Boyer), mais aussi à la hausse des dépenses annexes (406 912 € pour les assurances et impôts fonciers) et des honoraires techniques (393 699 €).

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 32 001 151 euros TTC. Ce poste est en hausse de 376 503 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé. Cet écart à la hausse s'explique principalement par la suppression des abattements appliqués sur les cessions foncières dans le précédent budget.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération s'élève à 1 718 353 euros. Elle est en baisse de 170 509 € par rapport au précédent budget. Cette baisse a été décidée afin de compenser la hausse de la participation aux équipements publics.

Participation des collectivités affectées aux équipements publics :

La participation du concédant aux équipements publics de l'opération s'élève à 9 486 134 €. Elle est en hausse de 142 091 € par rapport au budget précédent. Cette hausse est liée à l'augmentation des coûts d'aménagement du cours Barthélémy mais est compensée par la baisse du montant de la participation à l'équilibre.

La participation globale TTC est maintenue à un niveau constant. L'augmentation du coût de l'aménagement du Cours Barthélémy par rapport au budget initial entraîne, de fait, l'augmentation de la participation aux équipements mais est compensée par une réduction de la participation à l'équilibre. Au global, la participation augmente de 28 418 € HT car la participation aux équipements est soumise à la TVA alors que la participation à l'équilibre ne l'est pas. Ce fait génère une variation du HT alors que le TTC reste inchangé.

Perspectives 2021

En 2021 les principaux objectifs sont :

- En ce qui concerne les études : de lancer la concertation au premier trimestre 2022, de lancer les missions 4 et 5 de l'étude architecturale et urbaine (choix montage opérationnel et

procédures réglementaires, programme final et cahier des recommandations architecturales, urbaines et paysagères) devra être lancée suite à l'approbation du plan masse par COPIL et suite à la période de concertation

- De poursuivre les négociations amiables pour les acquisitions foncières auprès des privés et de déposer un dossier de DUP en Préfecture pour les acquisitions qui ne pourraient être réalisées à l'amiable
- En ce qui concerne les travaux : de verser le solde du marché de travaux du cours Barthélémy.

Les bilans annexés au CRAC, établis par la SOLEAM, reprennent les dépenses et recettes réalisées à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de l'opération « Interface Vallée de l'Huveaune/Bras d'Or » ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement de l'opération « Interface Vallée de l'Huveaune/Bras d'Or » remis par la SOLEAM

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est approuvé le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de la SOLEAM relatif à l'opération d'aménagement « Vallée de l'Huveaune / Bras d'Or ».

AVIS FAVORABLE

**Non-participation au vote : Alain ROUSSET,
Danielle MENET**

CT4/141221/42

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) pour l'opération "Les Berges de l'Alta", Parc d'activité de Camp de Sarlier à Aubagne avec Foncière GM

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans son Agenda du développement économique, a fixé comme objectif la production de 1450 hectares de foncier économique d'ici à 2030.

Sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont été identifiés des secteurs pouvant contribuer à la production de foncier à vocation économique, notamment sur la commune d'Aubagne avec le site dit « Camp de Sarlier ». Cette zone, qui représente environ une vingtaine d'hectares, est située entre le centre-ville d'Aubagne et les zones commerciales de la Martelle et la zone d'activités des Paluds. Elle bénéficie d'une bonne desserte en matière de transport en commun, qui sera améliorée dans sa partie nord avec la mise en place du Chronobus.

Ce secteur réunit les conditions permettant de développer l'accueil d'activités, notamment artisanales tertiaires, village d'entreprises, ect..., car il est relativement isolé des espaces résidentiels, proche du pôle économique majeur d'Aubagne (ZI des Paluds et zone commerciale de La Martelle) et bien desservi par les infrastructures routières et autoroutières (A52, RD2 et RD43A).

L'Opération d'aménagement « Parc d'activité

Camp de Sarlier » identifiée comprend environ 10 hectares mutables, dans la continuité du Centre d'Affaire ALTA ROCCA qui a permis de développer 17 600m² de surface de plancher d'activités tertiaires et de services.

Ces 10 hectares mutables représentent un potentiel de 40 à 50 000m² de surface de plancher.

Du fait de son positionnement en entrée de ville et en bordure des infrastructures de déplacements, Camp de Sarlier doit être aménagé avec soin (effet vitrine). La présence du « Fauge/Maire » affluent de l'Huveaune, aujourd'hui peu valorisé et dégradé, et de ses ripisylves constitue à la fois un enjeu d'aménagement (préservation des continuités écologiques notamment) et une opportunité pour aménager un site productif exemplaire.

L'enjeu étant de s'appuyer sur ce cours d'eau pour donner une identité au projet de parc d'activité.

Il s'agira notamment de mettre en œuvre une gestion globale et innovante des eaux de pluie s'appuyant sur le cours d'eau traversant le site :

- Création de systèmes végétalisés pour gérer les eaux de pluies participant également à
- L'amélioration du cadre de vie des futurs salariés de la zone ;
- Création de paysage et de biodiversité par la gestion des eaux ;
- Création de sols vivants ;
- Valorisation du cours d'eau, le « Fauge/Maire » en le rendant exutoire naturel des eaux pluviales régulées

Une démarche de projet globale, visant à développer un parc d'activité durable performant, préservant et valorisant le paysage a été mis en place.

Au vu de la présence du « Fauge/la Maire », sur le site et son rôle majeur dans la gestion globale des eaux de pluie, un partenariat avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) est mis en place pour intégrer la gestion optimisée et durable de l'eau dans la conception du projet.

Au vu de ces éléments, la Métropole et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) entendent réaliser le programme d'équipement public suivant :

- Aménagement de voiries de desserte interne et périphérique du secteur,

comprenant des voies de circulation automobile, cycles et piétons, mobiliers urbains, espaces verts et éclairage public.

- Desserte et raccordement aux réseaux, d'énergie, de télécommunication, d'eau potable, de
- Défense contre l'incendie, d'assainissement des eaux usées.
- Aménagement de noues pour la gestion des eaux de pluies.
- Réalisation de deux ouvrages d'art (ponts routiers).
- Renaturation et aménagement paysager du cours d'eau « le Fauge Maître ».

C'est dans ce contexte et cet objectif que la Métropole par délibération URB 007-7110/19/CM du 24 octobre 2019 a instauré sur ce secteur un périmètre de PUP pour une durée de 15 ans.

En application de l'article L.332-11-3 du code de l'urbanisme, le coût des travaux sera réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Par délibération URBA 015-8686/20/CM, du 15 octobre 2020, suite à une mise à jour le montant prévisionnel du programme des équipements publics est estimé à 5 931 600 euros HT.

Il a été convenu que 90% du coût des aménagements liés à la viabilisation du parc d'activités et 63% du coût des aménagements du Fauge/Maître seraient supportés par les opérateurs.

Chaque opérateur participera au prorata des besoins générés par son opération. La base de calcul sera la surface du terrain d'assiette de chaque opération.

La surface de l'opération, hors voirie existante et emprise des futurs équipements publics est de 74 020 m².

Ainsi le montant de la participation s'élève à 69 €/m² HT de terrain d'assiette des projets des futurs opérateurs.

La Société « les Berges de l'Alta » entend développer, sur les terrains dont il est propriétaire, un pôle de santé en gériatrie de type établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes EPAHD conformément aux dispositions du document d'urbanisme en vigueur, compris dans le périmètre de PUP de Camp de Sarlier.

2021/311

L'assiette foncière dont il est propriétaire est de 4760 m². La surface du projet hors emprise

foncière destinée à des équipements publics est de 4760 m². Le montant de la participation s'élève donc à 328 440 € HT.

En vertu de l'article L.332-11-4 du code de l'urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à chaque convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement les articles L.332-11-3 et L.332-11-4 et R.332-25-1 à 3 concernant le Projet Urbain Partenarial ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération URB 07-7110/19/CM du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019 instaurant le périmètre de PUP pour l'opération Camp de Sarlier à Aubagne ;
- La délibération URBA 015-8686/20/CM du Conseil de Métropole du 15 octobre 2020 Approuvant de la mise à jour du montant prévisionnel du Programme des Equipements Publics et du montant de la participation pour l'opération Camp de Sarlier à Aubagne
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur s'inscrit dans une opération d'ensemble nécessitant la réalisation de travaux

d'équipements publics.

- Qu'un périmètre de Projet urbain Partenarial a été instauré sur le périmètre du projet du Parc d'Activité Camp de Sarlier.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, et la SARL Les Berges de l'Alta pour la mise en œuvre du projet « Les Berges de l'Alta » dans le parc d'activité de Camp de Sarlier sur la commune d'Aubagne ci-annexée.

Article 2 :

Il est précisé qu'en application de l'article L. 332-11-4 du Code d'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage au siège de la Métropole et de l'Hôtel de Ville de la Commune d'Aubagne de la mention de la signature de la convention.

Article 3 :

Le montant de la participation, soit 328 440 euros HT, perçu au titre de la convention de PUP sera inscrit en recette sur le budget principal de la Métropole.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/43

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Quartier de Gare - Redynamisation du centre-ville Aubagne"

En 2016, par délibération n°URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016, le conseil métropolitain a déclaré d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement urbain du site des «

Bras d'Or » sur la commune d'Aubagne.

En parallèle, la conduite d'une étude pré-opérationnelle a permis d'élargir la réflexion sur un périmètre plus large à partir de la gare d'Aubagne avec comme accroche l'îlot du Bras d'or.

Les résultats de cette étude ont conduit à définir un périmètre d'enjeux et des modalités d'urbanisation afin de développer « un quartier de Gare » participant à la redynamisation du centre-ville d'Aubagne.

Il s'agit de mettre en œuvre un projet urbain visant à développer un quartier de gare innovant proposant le développement d'équipements publics, d'emploi et d'habitat et répondant pleinement aux critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement fixés par la délibération n°URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017.

Pour réaliser cette opération, une concession d'aménagement a été confiée à la SOLEAM en 2018.

L'opération d'investissement n°2021002500 "Quartier de Gare - Redynamisation du centre-ville Aubagne" d'un montant de 10 950 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 210064BP du programme 06, doit être affectée pour en permettre la réalisation.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 10 950 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2021002500 "Quartier de Gare - Redynamisation du centre-ville Aubagne" pour un montant de 10 950 000 euros TTC, rattachée au programme 06, code AP 210064BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2022 :	5 300 000 euros TTC
Année 2023 :	3 000 000 euros TTC
Année 2024 :	2 650 000 euros TTC

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/44

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Etat Spécial de Territoire - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Travaux d'amélioration des Espaces Publics sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile »

La Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité, commerciales, tertiaires et artisanales », « les aires de stationnement » et « l'accompagnement des projets urbains en partenariat avec les communes ».

En 2020 et 2021, un travail transversal avec les syndicats de zones, les communes et les

services économiques et d'aménagement du Territoire ont permis d'aboutir à la labellisation Parc+ de la part de l'ARPE sur les ZAE des Paluds, d'Alpha et de Napollon.

Le diagnostic des équipements et des Espaces Publics ainsi que le schéma de gestion du pluvial ont été réalisés. Les études de requalification portées par la Métropole se finalisent en 2021 avec des scénarios et un plan d'action qui vont décliner les objectifs stratégiques de développement et un programme pluriannuel de travaux.

En parallèle, plusieurs opérations d'aménagements dans les communes et sur les aires de stationnements entrent en phase opérationnelle avec la prise en compte des enjeux de dés-imperméabilisation, d'intégration des cheminements doux, des modes actifs, du plan vélo métropolitain et les études de circulation et d'optimisation des flux.

Aujourd'hui, la création de cette opération va permettre de regrouper les anciennes AP, de lancer les différents programmes de travaux et répondre aux objectifs de réussite d'un Territoire résilient.

L'opération d'investissement « père » 2022400600, « Travaux d'amélioration des Espaces Publics », d'un montant de 4 000 000 € inscrite au budget EST enregistrée dans l'autorisation de programme 08 – GEI HORS PROJETS SPECIFIQUES du programme 082 ESPACE PUBLIC INFRASTRUCTURE de la Métropole doit être affectée.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération « père » d'investissement n°2022400600 intitulé « Travaux d'amélioration des Espaces Publics », pour un montant de 4 000 000 euros TTC, inscrite sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 2240082BP du programme 08-GEI HORS PROJETS SPECIFIQUES.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section d'investissement en dépenses selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

CP 2022: 1 060 000 euros T.T.C

CP 2023 : 1 630 000 euros T.T.C

CP 2024 : 1 310 000 euros T.T.C

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/45

Sur le rapport de Michel LAN

**Plan Local d'Urbanisme de La Destrousse -
Approbation du dossier de révision générale**

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu, en application des articles L. 5217-2, I et L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A ce titre, la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou d'un document en tenant lieu, engagée avant le 1^{er} janvier 2018, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence, avec l'accord de la commune concernée (Art. L. 153-9, I du Code de l'Urbanisme).

La commune de La Destrousse a prescrit la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) par délibération du 29 mars 2017. Par délibération au Conseil Municipal du 19 décembre 2017, la commune a donné son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuive ladite procédure.

Par la révision générale de ce PLU, la commune de La Destrousse poursuit plusieurs objectifs :

- Disposer d'un document d'urbanisme qui prenne en considération les dernières évolutions réglementaires en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement et de développement durable, tout en répondant aux aspirations des habitants ;
- Définir clairement l'affectation des sols et organiser l'espace communal en vue d'un développement harmonieux de la Commune, démographique en particulier, avec une approche économe en termes de consommation d'espace ;
- Développer l'urbanisation de manière raisonnée en privilégiant l'organisation de la densification du territoire et la maîtrise de l'étalement urbain ;
- Organiser l'accueil, répondre aux besoins de logements et d'hébergement de nouvelles populations tout en favorisant le parcours résidentiel des familles, en

préservant les équilibres sociaux existants et en proposant une mixité de type logements notamment sociale ;

- Maintenir et développer l'aide et le service aux personnes, notamment dans le domaine de la santé ;
- Prendre en compte une meilleure connaissance des nuisances, des risques technologiques et naturels afin de mieux assurer la protection de l'environnement, des personnes et des biens - préserver et valoriser les richesses environnementales, les espaces naturels et la nature en ville et par suite le cadre de vie (évaluation environnementale intégrée) ;
- Favoriser la protection et la valorisation des espaces agricoles - favoriser le développement de l'activité économique, notamment artisanale et commerciale de manière attractive et raisonnée ;
- Prendre en considération le rôle joué par la commune par rapport à ses voisines, dans la répartition des flux domicile/travail, en raison de l'échangeur autoroutier sur l'A52 et de la future station du Val Tram.

La commune et le Conseil de Territoire en charge du suivi de la procédure, ont procédé à la concertation obligatoire sur le projet de PLU et organisé les différentes phases de consultation et de restitution publique préalablement à l'arrêt du projet. Tout au long de la procédure, la collectivité a mené une large concertation avec les partenaires institutionnels. Ainsi, les Personnes Publiques Associées ont été invitées à deux grandes réunions d'étape lors de l'avancée du projet, les 25 juin 2019 et 9 février 2021.

De plus des réunions thématiques bilatérales ont eu lieu selon les besoins exprimés par les partenaires techniques et les services de l'Etat. En ce qui concerne la population, deux réunions publiques se sont tenues afin de l'associer au projet : - l'une, le 25 juin 2019 sur les éléments et diagnostic et du PADD, 40 personnes ont participé à cette réunion - l'autre, le 9 février 2021 : sur le règlement écrit et le zonage graphique, ainsi que les OAP Au-delà des panneaux de concertation expliquant la démarche et le contenu du projet, des actions de communications ont également été faites sur le site internet du Conseil de Métropole, et ainsi que des articles au sein du bulletin municipal.

Le PADD qui a été présenté aux Personnes Publiques Associées (PPA) a été mis au débat par délibérations du conseil municipal de la

commune, ainsi qu'au sein du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile respectivement en dates du 2 juillet 2019 et 24 septembre 2019, définit les grands axes suivants du futur PLU :

- Maintenir le cadre villageois et sa qualité de vie ;
- Pérenniser et diversifier les activités économiques ;
- Améliorer le fonctionnement urbain ;
- Préserver et valoriser l'environnement naturel et la trame verte et bleue ;
- Prendre en compte les risques et les nuisances.

L'accomplissement de ces travaux a permis de délibérer l'arrêt du projet du PLU par une délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 février 2021 après les avis favorables respectifs du Conseil Municipal de La Destrousse du 15 février 2021 et du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 février 2021.

La Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) a été consultée afin d'examiner le dossier avant enquête publique. En date du 3 juin 2021 elle a exprimé un avis favorable au projet.

Le projet du PLU arrêté a été notifié par courrier du 15 mars 2021 aux PPA et aux organismes qui ont demandé à être consultés au titre de l'article L. 153-16 et suivants du Code de l'Urbanisme et ont été invitées à émettre leur avis ou leurs observations, dans un délai de trois mois conformément aux dispositions des articles L. 153-6 et suivants et R. 153-3 et suivant du Code.

10 administrations, institutions ou services ont répondu et exprimé des observations.

L'enquête publique a été organisée par la Métropole Aix-Marseille-Provence – service « Planification Urbaine » du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. La Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative à l'élaboration du PLU de la commune. L'arrêté n°21/494/CM du 7 mai 2021 a fait l'objet des publications réglementaires prévues par le Code de l'Environnement.

La Présidente du Tribunal Administratif de Marseille a désigné, par décision n° E21000035/13 en date du 5 mars 2021, Madame Denise VELEMIR, en qualité de

Commissaire Enquêteur.

L'enquête publique s'est déroulée conformément à l'avis d'enquête publique durant une période de 35 jours consécutifs, du 15 juin 2021 au 19 juillet 2021. Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public en mairie de La Destrousse ou au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pendant six demi-journées, de 9h à 12h et/ou de 14h à 17h.

Durant cette période, l'ensemble des éléments du dossier sur support papier était consultable sur les deux sites d'enquête. Un poste informatique de consultation en accès libre a été mis à sa disposition dans une salle dédiée du Conseil de Territoire.

Au-delà des permanences du commissaire enquêteur et des heures d'ouverture de mairie, le public a eu la possibilité de participer à cette enquête en adressant ses observations :

- Par voie postale en adressant un courrier au Commissaire Enquêteur au Service planification urbaine du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, situé à Aubagne 932 avenue de la Fleuride ;
- Par mode électronique , sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : <https://www.registre-numerique.fr/PLU-Destrousse> ;
- Par courriel à l'adresse de messagerie suivante : urbanisme.pae@ampmetropole.fr

Il convient de noter que le commissaire enquêteur a réceptionné un total de 26 personnes au cours de ses permanences sur les deux sites, a enregistré sept courriers et comptabilisé dix observations sur le registre numérique.

L'enquête publique a permis à la population de La Destrousse de prendre connaissance du projet de PLU de façon approfondie ainsi que des avis des PPA, recueillis lorsque le projet de PLU arrêté leur a été notifié.

Le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur sont parvenus à la collectivité en date du 18 août 2021. Ils font état d'un avis favorable. Le commissaire enquêteur précise qu'il recommande que les documents qui composent le dossier soient complétés et corrigés comme le maître d'ouvrage s'y est

engagé dans son mémoire en réponse, avant que le PLU ne soit définitivement adopté.

La collectivité a étudié les avis des personnes publiques associées et consultées relatifs au projet de PLU arrêté et soumis à enquête publique, ainsi que les observations de requérants. Le projet de PLU pour approbation évolue à la marge en intégrant les évolutions des pièces du PLU, telles que le projet de zonage, le règlement écrit, le lexique.

Ainsi le projet du PLU révisé, soumis au vote, traduit les attentes de la commune, telles qu'elles résultent à la fois des objectifs initiaux et des besoins mis en évidence au fur et à mesure de l'avancement des études.

Les articles L. 153-33 et L. 134-13 du Code de l'Urbanisme, prévoient que le projet de plan arrêté soit soumis pour avis aux communes intéressées.

Le Conseil Municipal de La Destrousse a formulé un avis favorable relatif au dossier d'approbation du projet de Plan Local d'Urbanisme de leur commune en date du 13 décembre 2021.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération FBPA n°056-9158 /20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n°170329-01 de la commune de La Destrousse du 29 mars 2017 portant prescription de la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) et définissant les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation préalables ;
- La délibération n°171219-01 de la commune de La Destrousse du 19 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision générale du PLU ;
- La délibération n°URB 001-3559/18/CM du Conseil de Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 29 mars 2017 ;
- La délibération n°2019/76 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 24 septembre 2019 actant le débat sur les orientations générales du PADD ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URBA 008-9658/21/CM du 18 février 2021 d'arrêt du bilan de la concertation de la Révision Générale du PLU de La Destrousse ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URBA 009-9659/21/CM du 18 février 2021 d'arrêt du projet de Révision Générale du PLU de la Destrousse ;
- Les avis rendus par les personnes publiques associées, consultées, ainsi que de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers sur le

projet de PLU tel qu'arrêté ;

- L'enquête publique qui s'est déroulée du 15 juin 2021 au 19 juillet 2021 ;
- Le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur rendus en date du 18 août 2021 ;
- L'avis du Conseil Municipal de La Destrousse relatif au projet de PLU pour approbation, par délibération du 13 décembre 2021;
- Le projet de Plan Local d'Urbanisme pour approbation et notamment, le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement (écrit et graphique) et les annexes ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'à l'issue de l'ensemble des études et travaux relatifs à l'élaboration du dossier de révision de PLU, il convient conformément à l'article L.154-14 du Code de l'Urbanisme, d'arrêter le dit projet ;
- Que le Conseil Municipal a formulé un avis favorable sur le projet d'approbation du PLU.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Destrousse ci-annexé.

Article 2 :

La présente délibération deviendra exécutoire après l'accomplissement des formalités de publicité prévues aux articles R.153-20 R. 153-21 et R.153-22 du Code de l'Urbanisme.

La délibération, une fois adoptée, fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'Hôtel de Ville de la commune de La Destrousse durant un mois, ainsi que sur le site internet de la Métropole : <https://www.ampmetropole.fr/plu>

Elle fera l'objet d'un avis au public qui sera inséré dans la presse locale.

Le dossier du PLU approuvé sera tenu à la disposition du public au service Planification Urbaine du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'Hôtel de Ville de la commune de La Destrousse.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2021 et suivant l'Etat Spécial du Territoire.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/46

Sur le rapport de Michel LAN

Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Clôture de la convention d'aménagement concernant l'extension de la ZI des Paluds à Aubagne

Par délibération du 24 juillet 2002, la Communauté d'Agglomération Garlaban Huveaune Sainte Baume devenue Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile puis Métropole Aix-Marseille Provence a mise en œuvre la réalisation de l'opération d'aménagement dit « Extension de la ZI des Paluds » à Aubagne.

Ce projet, portant sur 17 hectares, en continuité de la zone d'activités existante, avait vocation à accueillir de nouvelles entreprises et permettre l'extension d'entreprises déjà installées sur le site des Paluds.

Le concessionnaire a conduit les études préalables nécessaires à la mise en œuvre du projet, dont des études hydrauliques. Il a également acquis du foncier, pour une surface totale de 20 940 m².

Par arrêté du 26 janvier 2015, l'Etat a prescrit l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Inondation sur la commune d'Aubagne. Les études réalisées par les services de l'Etat ont identifié un aléa fort sur le terrain d'assiette du projet de l'extension des Paluds. Par conséquent, la Commune d'Aubagne a classé le périmètre de l'opération d'aménagement « extension de la ZI des Paluds » en zone agricole dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 22 novembre 2015. Le PPRI approuvé le 24 février 2017, classe ce secteur en zone rouge « risque fort » dans lequel toute nouvelle construction est proscrite.

La convention d'aménagement est arrivée à échéance depuis le 30 juin 2016. Au vu du contexte, cette opération a été clôturée par délibération MET 21/20242/BM.

Afin de pouvoir réaliser les transferts de parcelles entre le concessionnaire et la métropole, il est nécessaire de créer une opération pour réaliser les écritures comptables, comme indiqué dans la délibération de clôture.

L'opération d'investissement 2021401400 Clôture de la convention d'aménagement concernant l'extension de la ZI des Paluds à Aubagne, 895 000€ inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 214064BP du programme 06 - Urbanisme et Foncier de la Métropole doit être affectée.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 895 000€ T.T.C. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2021401400 « Clôture de la convention d'aménagement concernant l'extension de la ZI des Paluds à Aubagne » pour un montant 895 000 euros T.T.C rattachée au programme 06 - Urbanisme et Foncier Code AP 214064BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget principal selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2021 : 895 000 euros T.T.C.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/47

Sur le rapport de Michel LAN

Approbation de la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) pour l'année 2022, relative à l'attribution d'une subvention

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5217-2, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce depuis le 1er janvier 2016 les compétences qui lui sont dévolues.

Selon les articles L101-1 et L101-2 du Code de l'Urbanisme, le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences. Elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

En accord avec les objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre notamment les objectifs suivants :

-L'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales, le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain, une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels, la sauvegarde des

ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel, les besoins en matière de mobilité ;
-La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;
-La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat (...),
-La prévention des risques naturels prévisibles (...),
-La protection des milieux naturels et des paysages (...),
-La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement (...).

Selon l'article L.132-6 du Code de l'Urbanisme, les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les collectivités territoriales peuvent créer avec l'Etat et les établissements publics ou d'autres organismes qui contribuent à l'aménagement et au développement de leur territoire des organismes de réflexion, et d'études et d'accompagnement des politiques publiques, appelés agences d'urbanisme.

Ces agences d'ingénierie partenariale ont notamment pour missions :

- 1° De suivre les évolutions urbaines et de développer l'observation territoriale ;
- 2° De participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux ;
- 3° De préparer les projets d'agglomération métropolitains et territoriaux, dans un souci d'approche intégrée et d'harmonisation des politiques publiques ;
- 4° De contribuer à diffuser l'innovation, les démarches et les outils du développement territorial durable et la qualité paysagère et urbaine ;
- 5° D'accompagner les coopérations transfrontalières et les coopérations décentralisées liées aux stratégies urbaines.

La Métropole Aix-Marseille Provence est ainsi membre, avec d'autres partenaires, de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), Association loi 1901, qui lui permet de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit en effet suivre les évolutions urbaines de son territoire, et en permettre un aménagement structurant et cohérent. Elle doit définir les

politiques d'aménagement et de développement de son territoire dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise dispose de l'expérience et des outils nécessaires à l'observation et la compréhension du territoire métropolitain, aux réflexions relatives aux grands dossiers d'urbanisme, d'aménagement et de développement du territoire.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en matière d'urbanisme réglementaire relative à la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Afin de poursuivre ce travail, l'AGAM a proposé un programme partenarial commun avec l'AUPA, approuvé par son conseil d'administration et sollicité la Métropole pour qu'elle contribue, à ses charges, en sa qualité de membre.

Dans ce cadre et afin de poursuivre le travail engagé, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter pour l'année 2022 une aide de 3 297 200 € à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise sous la forme d'une subvention de fonctionnement.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n°HN - 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la subvention proposée par douzième avant le 31 décembre 2022 eu égard à son objet particulier.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L121-3 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté Urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) ;
- La délibération du conseil de la Métropole n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM).

Article 2 :

Est approuvée une subvention de 3 297 000 € à l'AGAM au titre de l'exercice 2022.

Article 3 :

Par dérogation au Règlement budgétaire et financier, la Métropole Aix-Marseille-Provence procèdera au versement de la subvention en douze mensualités.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2022 de la Métropole Aix-Marseille Provence et sur les Etats Spéciaux de Territoires, sur les lignes budgétaires suivantes :

Budget Métropole : 2 067 200 € - Sous-Politique C111 - Nature 65748 - Fonction 518
EST CT1 : 755 000 € - Sous-Politique C110 - Nature 65748 - Fonction 518
EST CT4 : 475 000 € - Nature 65748 - Fonction 515 - URBA4

La subvention sera attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

AVIS FAVORABLE

**Non-participation au vote : Gérard GAZAY,
Alain ROUSSET,
Sophie AMARANTINIS, Danielle MENET**

CT4/141221/48

Sur le rapport de Michel LAN

Concession Zone d'Aménagement Concerté des Vigneaux à Cuges-les-Pins - SEM Façonéo - Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020

Le projet d'aménagement de la ZAC des Vigneaux est une extension du village de Cuges-les-Pins, localisée en entrée de ville Ouest, qui s'inscrit dans la continuité immédiate du centre village sur une emprise de près de 5 ha. La programmation est mixte en termes d'usages et de fonctions : logements, commerces, services de proximité. L'offre de logements présente une grande diversité : locatif social, accession, résidence services...

La ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins a été créée par délibération le 18 juin 2008 par la

Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. L'aménagement de la ZAC a été confié à la SEM FAÇONÉO par un traité de concession signé le 3 Juin 2009.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par la Communauté d'agglomération le 15 décembre 2010.

Dans le cadre de ce traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Acquérir le foncier nécessaire à la réalisation du programme de construction ;
- Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet ;
- Démolir les bâtiments existants le cas échéant nécessaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement ;
- Réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme de l'opération en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération ;
- Commercialiser le foncier aménagé ;
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

La SEM FAÇONÉO assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 17 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de

- l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
- Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
- Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2020

L'année 2020 a principalement été consacrée :

6. A la poursuite des travaux : finalisation des espaces paysagers au sud de la ZAC,
7. Réception partielle des ouvrages déjà réalisés,
8. Reprise du plan d'exécution du parvis central suite à la réalisation des constructions qui le bordent ;

L'état des dépenses réalisées au 31 décembre 2020 s'élève à un montant total de 6 666 449,93 € TTC. Le montant global des dépenses est de 8 795 527,43 € TTC.

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 1 589 955,13 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 974 691,38 € TTC, soit un écart de - 615 263,75 € TTC (variation de - 38,7 %). Cet écart est dû aux baisses de dépenses suivantes :

9. Charges foncières : - 1 589 € TTC (1 281 € TTC réalisés pour 2 870 € TTC prévus en 2020),
10. Etudes préalables et frais divers : - 4 621,03 € TTC (11 185,97 € TTC réalisés pour 15 807 € TTC prévus en 2020),
11. Travaux et honoraires : - 487 463,74 € TTC (852 788,66 € TTC réalisés pour 1 340 252,40 € TTC prévus en 2020),
12. Frais annexes : - 25 000 € TTC (106 025,73 € TTC réalisés pour 131 025,73 € TTC prévus en 2020),

13. Frais financiers : - 21 589,98 € TTC (3 410,02 € TTC réalisés pour 25 000 € TTC prévus en 2020),

14. Participations : - 75 000 € TTC (0 € TTC réalisés pour 75 000 € TTC prévus en 2020).

Le montant des recettes prévues en 2020 était 1 000 000 € TTC, le montant des recettes réalisées est de 1 030 000 € TTC, soit un écart de 30 000 € TTC. Cet écart est exclusivement dû à l'augmentation de recettes suivante :

15. Produits de gestion : + 30 000 € TTC (30 000 € TTC réalisés pour 0 € TTC prévus en 2020).

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel recalé au 31 décembre 2020 fait apparaître en dépenses un montant de 8 795 527,43 € TTC soit un écart de + 498 382,34 € TTC par rapport au bilan prévisionnel (8 297 145,09 € TTC) approuvé dans le cadre du CRAC 2019, principalement dû aux augmentations suivantes :

- Etudes préalables et frais divers : + 14 054,17 € TTC (434 626,93 € TTC au bilan actualisé pour 420 572,76 € TTC au dernier bilan approuvé),
- Travaux et honoraires : + 443 777,32 € TTC (5 834 496,53 € TTC au bilan actualisé pour 5 390 719,21 € TTC au dernier bilan approuvé),
- Frais annexes : + 87 756,83 € TTC (1 047 533,53 € TTC au bilan actualisé pour 959 776,70 € TTC au dernier bilan approuvé).

Ces augmentations de dépenses sont partiellement diminuées par la baisse suivante :

- Frais financiers : - 46 589,98 € TTC (357 245,88 € TTC au bilan actualisé pour 403 835,86 € TTC au dernier bilan approuvé).

Le bilan prévisionnel recalé au 31/12/2020 fait apparaître en recettes un montant de 8 986 560,25 € TTC soit un écart de - 5 519,41 € TTC par rapport au bilan prévisionnel (8 992 079,66 € TTC) approuvé dans le cadre du CRAC 2019, dû à la baisse suivante :

- Produits de gestion : - 5 519,41 € TTC (213 000 € TTC au bilan actualisé pour 218 519,41 € TTC au dernier bilan approuvé).

Le budget global s'élève à 8 795 527,43 € TTC.

Perspectives 2021

L'exercice 2021 sera principalement consacré à :

16. La finalisation des plans de conception de la place centrale
17. La reprise de la programmation sur deux lots restant à commercialiser.

Le Lot F, initialement dédié à un équipement de tourisme, n'est toujours pas commercialisé. Malgré de nombreux contacts auprès de l'industrie hôtelière, FAÇONÉO a rencontré d'importantes difficultés à trouver un investisseur fiable et intéressé. Pour comprendre la problématique rencontrée, FAÇONÉO a confié une étude de marché à la société IN EXTENSO, spécialisée dans le tourisme, la culture et l'hôtellerie, afin d'analyser le potentiel d'implantation de ce type d'équipement sur la commune de Cuges-les-Pins. Cette étude a démontré que la rentabilité d'une telle activité sur le secteur n'était pas avérée et a conclu au fait qu'un positionnement d'un produit hôtelier ou para hôtelier sur la ZAC n'était pas opportun. Une étude de programmation devra permettre de trouver une nouvelle destination à ce lot.

Au vu des problématiques rencontrées pour la commercialisation de certains lots, notamment le LOT C1 et le LOT F qui ne pourront être vendus en 2021, il apparaît difficilement envisageable de finaliser les travaux de la ZAC comme prévu d'ici fin 2021 date d'échéance de la concession. Une prolongation de la concession de deux ans sera actée par avenant n°6 au traité de la concession d'aménagement présenté pour approbation au Conseil de Métropole du 16 décembre 2021. Aussi, par avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie approuvée au Conseil de la Métropole du 18 février 2021, sera acté le décalage de deux ans de l'échéance de remboursement de l'avance soit jusqu'au 31 décembre 2023.

Les bilans établis par la SEM FAÇONÉO reprennent le réalisé à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération et sont annexés au CRAC.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de l'opération « ZAC des Vigneaux » ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 pour l'opération « ZAC des Vigneaux » à Cuges-les-Pins transmis par la SEM FAÇONÉO.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est approuvé le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de l'opération « ZAC Vigneaux » à Cuges-les-Pins confié à la SEM FAÇONÉO.

AVIS FAVORABLE

**Non-participation au vote : Gérard GAZAY,
Alain ROUSSET,
Sophie AMARANTINIS, Danielle MENET**

CT4/141221/49

Sur le rapport de Michel LAN

Concession ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins - Approbation de l'Avenant n°6 au traité de concession - Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avec la SEM Façonéo

Le projet d'aménagement de la ZAC des Vigneaux est une extension du village de Cuges-les-Pins, localisée en entrée de ville Ouest, qui s'inscrit dans la continuité immédiate du centre village sur une emprise de près de 5 ha. La programmation est mixte en termes d'usages et de fonctions : logements, commerces, services de proximité. L'offre de logements présente une grande diversité : locatif social, accession, résidence services...

La ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins a été créée par délibération le 18 juin 2008 par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. L'aménagement de la ZAC a été confié à la SEM FAÇONÉO par un traité de concession signé le 3 Juin 2009.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par la Communauté d'agglomération le 15 décembre 2010.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 est soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole du 16 décembre 2021.

Il en ressort notamment qu'au vu des problématiques rencontrées pour la commercialisation de certains lots, notamment le LOT C1 et le LOT F qui ne pourront être vendus en 2021, il apparaît difficilement envisageable de finaliser les travaux de la ZAC comme prévu d'ici fin 2021 date d'échéance de la concession. Une prolongation de la concession de deux ans sera actée par avenant n°6 au traité de concession soit jusqu'au 31 décembre 2023.

Il convient également de modifier l'échéance de remboursement de l'avance de trésorerie fixé au 31 décembre 2021 par avenant n°1 à la convention approuvée au Conseil de la Métropole du 18 février 2021, pour la décaler de deux ans soit jusqu'au 31 décembre 2023.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de l'opération « ZAC des Vigneaux » ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 pour l'opération « ZAC des Vigneaux » à Cuges-les-Pins transmis par la SEM FAÇONÉO.
- La nécessité de finaliser la commercialisation de deux lots de la ZAC et de réaliser les travaux de finition de la ZAC.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°6 au traité de concession, ci-annexé, prorogeant de deux années l'opération jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°6 au traité de concession de la ZAC des Vigneaux qui prolonge les délais de l'opération.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie n°Z210812COV pour l'opération ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins signé le 13 septembre 2021 avec la SEM FAÇONÉO, ci-annexé, décalant de deux années l'échéance de remboursement soit jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 la convention d'avance de trésorerie n°Z210812COV pour l'opération ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins signé le 13 septembre 2021 avec la SEM FAÇONÉO qui décale l'échéance de remboursement.

AVIS FAVORABLE

**Non-participation au vote : Gérard GAZAY,
Alain ROUSSET,
Sophie AMARANTINIS, Danielle MENET**

CT4/141221/50

Sur le rapport de Serge PEROTTINO Approbation des taux de taxe d'enlèvement d'ordures ménagères de l'année 2022

Le VI de l'article 1379-0 bis du Code Général des Impôts dispose que les métropoles sont substituées aux communes pour l'application des dispositions relatives à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

Pour mémoire, les six établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence avaient institué la TEOM. Sur chacun de ces territoires, avaient été mis en place un taux unique, un dispositif de lissage des taux ou un taux établi par zone en cohérence avec le service rendu.

L'article 1636 B undecies du Code Général des Impôts et l'instruction fiscale BOI-IF-AUT-90-30-10-20150624 autorisent un EPCI nouvellement créé de voter des taux différents sur son périmètre sur une période ne pouvant excéder dix années, afin de limiter les hausses de cotisations de TEOM liées à l'harmonisation du mode de financement du service d'enlèvement et de traitement des déchets ménagers.

Ainsi, la délibération du Conseil Métropolitain du 28 avril 2016 a adopté l'instauration de la

taxe d'enlèvement des ordures ménagères et a décidé le principe de reprendre, sur une période qui ne peut excéder dix années, les taux de TEOM adoptés en 2015 par les six EPCI dissous ou, le cas échéant, de poursuivre les processus d'harmonisation des taux adoptés par les anciens EPCI. Les délibérations adoptées par le Conseil de la Métropole depuis sa création ont appliqué ce principe.

Dans ce contexte, l'enjeu pour la Métropole est de définir une stratégie sur l'harmonisation des taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères avec un aboutissement au plus tard au 1^{er} janvier 2026.

L'article 1636 B undecies du Code Général des Impôts prévoit deux possibilités en matière de vote de taux :

- l'adoption d'un taux unique sur l'ensemble du périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- l'adoption de taux différenciés en fonction de logiques de coût et de service rendu (fréquence de ramassage, typologie de déchets collectés...).

Dans le cas où aucune délibération ne serait adoptée par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de ce dispositif, la législation prévoit l'application du taux moyen pondéré métropolitain en 2026.

Par ailleurs, le service public de prévention et de gestion des déchets représente en termes de volumes financiers la seconde activité la plus importante pour la Métropole. L'exploitation déficitaire actuelle, l'augmentation inéluctable de la taxe générale sur les activités polluante (TGAP) et celle des coûts des différentes opérations relatives à la collecte, au recyclage, à la valorisation et au traitement des déchets, ... entraînent une augmentation des dépenses des budgets annexes imposant une participation importante du budget principal. Pour réduire le montant de la participation du budget principal au service public de la collecte et du traitement des déchets, il est nécessaire de travailler parallèlement à l'efficacité du service mais également au réajustement des recettes.

Afin d'enclencher une première étape d'harmonisation des taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères et dans l'objectif de limiter l'impact sur les cotisations des contribuables à l'horizon 2026, tout en réduisant l'exploitation déficitaire de l'activité, il a été adopté en 2021 une évolution des taux pour les territoires du Pays Salonais, d'Istres Ouest

Provence et du Pays de Martigues. Cette convergence progressive des taux a réduit de 22% l'écart entre le taux le plus faible et le taux le plus élevé et a permis en 2021 de réduire la participation d'équilibre versée par le budget principal.

Dans la poursuite de cette démarche d'harmonisation des taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, il est proposé de faire évoluer en 2022 les taux pour les territoires du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Pays de Martigues de la manière suivante :

- Pays d'Aubagne et de l'Etoile de 10% à 14% ;
- Pays de Martigues de 12,5% à 13,5%.

Cette convergence progressive des taux rapproche 15 communes membres du taux moyen pondéré de la Métropole de 14,13% en 2021 et apporte un produit supplémentaire de 6,1 millions d'euros qui permettra de limiter la hausse de la participation d'équilibre versée par le budget principal.

Compte-tenu de ces différents éléments, il est proposé d'adopter pour l'année 2022 les taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts, et notamment les articles, 1379-0 bis, 1520, 1636 B Undecies, et 1639 A bis ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Les taux d'imposition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2022 sont fixés comme énoncés dans l'annexe.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/51

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Participation 2022 du budget principal à l'équilibre du budget annexe "Collecte et Traitement des Déchets métropolitain"

La gestion des déchets ménagers et assimilés est, depuis le 1er janvier 2017, exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des EPCI fusionnés en vertu des dispositions de l'article L.5218.1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

A compter de 2022 et afin de respecter le principe d'unité budgétaire, le budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » devient métropolitain, regroupant ainsi les six Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ainsi, ce budget présentera une vision consolidée des activités en matière de gestion des déchets.

La situation financière de la compétence « Collecte et Traitement des Déchets » est particulièrement tendue. En effet, l'augmentation des taux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) opérée en 2021 et celles prévues pour 2022 par le Pays d'Aubagne et de l'Etoile et le Pays de Martigues, les recettes de la section de fonctionnement ne permettent pas de couvrir l'ensemble des dépenses. En effet, la section de fonctionnement en dépenses se contracte sous l'effet de la revalorisation des prix consécutive au renouvellement de plusieurs marchés publics arrivés à échéance et de la hausse du prix des matières premières.

Pour les territoires du Pays d'Aix et d'Istres-Ouest Provence, en l'absence d'augmentation du taux de la TEOM, la situation financière nécessite également (dans l'attente de la reprise des résultats de l'exercice 2021 pour le Pays d'Aix) une contribution du budget principal afin de respecter le principe d'équilibre budgétaire.

Les dispositions de l'article L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit le versement d'une participation par le budget principal afin de respecter l'équilibre budgétaire posé par l'article L 2412-1 du CGCT.

Les participations prévues en 2022 pour l'exercice de la compétence « Collecte et Traitement des Déchets » se déclinent comme suit :

- 2 570 383,38 euros pour le territoire du Pays d'Aix ;
- 9 321 949,39 euros pour le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- 13 922 370 euros pour le territoire d'Istres-Ouest Provence ;
- 1 128 698,02 euros pour le territoire du Pays de Martigues ;
- Soit un montant total de 26 943 400,79 euros.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la participation à l'équilibre du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » métropolitain versée par le budget principal pour l'exercice 2022.

Article 2 :

Est fixée la participation du budget principal nécessaire à l'équilibre du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets »

métropolitain au montant maximum inscrit au budget principal 2022.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/52

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Budget annexe "Collecte et Traitement des Déchets métropolitain" - Adoption du Budget Primitif 2022

A compter de 2022 et afin de respecter le principe d'unité budgétaire, le budget annexe Collecte et Traitement des déchets devient métropolitain, regroupant ainsi les six Territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur le Budget Primitif 2022 de ce budget annexe établi selon la nomenclature budgétaire et comptable M57.

Il est voté par nature avec présentation fonctionnelle.

Ce budget assurera une vision consolidée des activités en matière de gestion des déchets. Le suivi budgétaire de l'activité sera poursuivi au niveau du Territoire et fera l'objet d'une présentation analytique dédiée à chaque étape budgétaire.

Est présenté ci-après l'équilibre du Budget Primitif 2022 de ce budget annexe.

Equilibre du Budget Primitif 2022 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » métropolitain :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) : 413 850 104,50 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) : 61 514 423,32 euros

Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de

modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Budget Primitif 2022 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » métropolitain, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'il est présenté ci-dessus.

Article 2 :

Les activités économiques gérées par le budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » métropolitain continueront d'être assujetties à la TVA. Les recettes et les dépenses sont enregistrées sur les comptes budgétaires pour leur montant hors taxe sur les codes gestionnaires suivant : 333333 (Territoire Marseille Provence), 333332 (Territoire du Pays d'Aix), 333330 (Territoire du Pays Salonais), 333334 (Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile), 333335 (Territoire d'Istres), 333336 (Territoire du Pays de Martigues), le compte TVA étant tenu par le Receveur des Finances.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/53

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Actualisation de la participation 2021 du budget principal au budget annexe "Collecte et Traitement des Déchets unifié des territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues"

La gestion des déchets ménagers et assimilés est, depuis le 1er janvier 2016, exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des EPCI fusionnés en vertu des dispositions de l'article L.5218.1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le 7 octobre dernier, le Conseil de la Métropole a approuvé la dissolution du budget annexe déchets "Mentaure" du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à l'issue de sa gestion

2019. Le transfert de l'actif et du passif fait l'objet d'une reprise, par Décision Modificative, au budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets unifié » des Territoires de Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues, nécessitant une augmentation de la participation 2021 versée par le budget principal pour assurer l'équilibre de ce Budget/ Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à hauteur de 663 813,89 euros, portant la participation totale 2021 à 11 010 066,28 euros.

Par ailleurs, l'ajustement des prévisions de dépenses et de recettes relatives au Territoire Marseille Provence permet de réduire de 218 199,73 euros la participation d'équilibre.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA-018-9120/20/CM du 17 décembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifié » des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ;
- La délibération n°FBPA-005-9614/21/CM du 18 février 2021 approuvant la Décision Modificative n°1 pour 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifié » des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ;
- La délibération n°FBPA-004-9820/21/CM du 15 avril 2021 approuvant la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifié » des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ;
-

- La délibération n°FBPA-024-10100/21/CM du 4 juin 2021 approuvant Décision Modificative n°3 de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifié » des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ;
- La délibération n°FBPA-010-10461/21/CM du 7 octobre 2021 approuvant le Budget Supplémentaire de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifié » des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la révision de la participation 2021 du budget principal nécessaire à l'équilibre du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets unifié » des Territoires de Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues au montant maximum inscrit au Budget Principal 2021, soit 13 328 266,01 euros.

Article 2 :

Les crédits sont inscrits au Budget Principal au chapitre 65 nature 657363 fonction 7212 sous-politique A440.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/54

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Budget annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues - Décision modificative de l'exercice 2021

En cours d'année, la Présidente peut présenter à l'assemblée délibérante une ou plusieurs Décisions Modificatives. Elles permettent d'ajuster les prévisions budgétaires en recettes et/ou en dépenses et de prendre en compte ainsi des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses en section de fonctionnement et d'investissement du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifié des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues », il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver la Décision Modificative suivante :

Equilibre de la Décision Modificative n° 4 de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets unifié des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	614 601,35 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	- 1 913 105,51 euros

Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 018-9120/20/CM du 17 décembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifié des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues » ;
- La délibération n°FBPA 005-9614/21/CM du 18 février 2021 approuvant la Décision Modificative n°1 pour 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifié des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues » ;
- La délibération n°FBPA 004-9820/21/CM du 15 avril 2021 approuvant la Décision Modificative n°2

de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifié des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues » ;

- La délibération n°FBPA 024-10100/21/CM du 4 juin 2021 approuvant Décision Modificative n°3 de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifié des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues » ;
- La délibération n°FBPA 020-10471/21/CM du 7 octobre 2021 approuvant le Budget Supplémentaire de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets unifié des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ».

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Délibère

Article unique :

Est approuvée la Décision Modificative n°4 de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des Déchets unifié des Territoires de Marseille-Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Pays de Martigues », arrêtée aux montants inscrits dans la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme présenté ci-dessus.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/55

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Budget Annexe Collecte du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissements liée à la gestion des déchets du CT4 sur la période 2022-2024

Afin d'assurer un service de qualité au niveau de la gestion des déchets ménagers et assimilés, le Conseil de Territoire met à disposition de la population différents moyens et service qui nécessitent d'allouer des crédits pour les investissements suivants : réfection des points de collecte, acquisition et réalisation

de conteneurs enterrés, travaux dans les déchèteries, acquisition de matériel roulant, acquisition de conteneurs et colonnes et matériels associés, acquisition de matériel de composteurs, étude globale d'assistance à maîtrise d'ouvrage et réhabilitation du Mentaure.

L'opération père d'investissement N°202200300, liée à la gestion des déchets du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'un montant de 7300 000 € inscrite au Budget Annexe Collecte du Pays d'Aubagne et de l'Etoile enregistrée dans l'autorisation de programme 224160CO du programme 16 - DECHETS de la Métropole doit être créée et affectée.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 7 300 000 €T.T.C selon le budget de l'opération père d'investissement liée à la gestion des déchets du Territoire afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération père N°2022400300 d'investissement liée à la gestion des déchets du CT4, pour un montant 7 300 000 euros T.T.C. inscrite au Budget Annexe Collecte et Traitement des déchets métropolitain enregistrée dans l'autorisation de programme 224160CO du programme 16 - DECHETS de la Métropole doit être affectée.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget 7 300 000 euros TTC selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2022 : 2 160 000 euros T.T.C

CP 2023 : 2 520 000 euros T.T.C

CP 2024 : 2 620 000 euros T.T.C

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/56

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de la création et de l'affectation de l'opération " Réalisation d'un centre de tri des collectes sélectives métropolitain "

L'extension des consignes de tri des plastiques nécessite d'adapter les centres de tri par des modifications couteuses qui vont d'une part réduire le nombre d'installations en capacité d'extraire ces nouveaux matériaux et d'autre part induire une augmentation des coûts de la prestation.

Les six territoires de la Métropole produisent désormais un gisement de collecte sélective largement suffisant pour justifier un centre de tri dédié à ses seules collectes. Aussi, il apparaît opportun que la Métropole se dote d'un tel outil, pour maîtriser à long terme le fonctionnement et les coûts de la prestation.

Lors de sa séance du 7 octobre 2021, le Conseil de Métropole a approuvé par délibération TCM 018-10586/21/CM les modalités de réalisation des centres de tri de collecte sélective métropolitains,

Pour pouvoir financer la réalisation sur le plateau de l'Arbois d'un premier centre de tri, d'une capacité de 58 000 tonnes, dans le cadre d'un marché global de performances, il est donc

proposé d'approuver la création et l'affectation de l'opération n°2022100800 " Réalisation d'un centre de tri des collectes sélectives métropolitain », d'un montant de 50.000.000 euros TTC sur l'AP 221160CO.

Cette opération intègre les coûts d'études (assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, conception architecturale, dossier de permis de construire, dossiers d'autorisations environnementales, ...) ainsi que la réalisation du bâtiment et des VRD, du process de tri, des équipements électriques et de sécurité incendie.

S'agissant d'un équipement métropolitain, il convient également de définir les modalités de participation des conseils de territoires à la réalisation de ce centre de tri de collecte sélective métropolitain en appliquant la clé de répartition définie en fonction de la population des territoires (CT1 : 56%, CT2 : 21%, CT3 : 8%, CT4 : 6%, CT5 : 5%, CT6 : 4%).

Des demandes de subventions seront faites auprès de divers organismes comme l'ADEME, la Région ou CITEO, cette liste n'étant pas exhaustive.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TCM 018-10586/21/CM du 7 Octobre 2021 approuvant des modalités de réalisation de centres de tri de collecte sélective métropolitains ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Oùï le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant 50.000.000 euros TTC de l'opération d'investissement "réalisation d'un centre de tri des collectes sélectives métropolitain";
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2022100800 « réalisation d'un centre de tri des collectes sélectives métropolitain », d'un montant de 50.000.000 euros TTC rattachée au programme 16 code AP 221160CO.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de participation des conseils de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux frais de réalisation du centre de tri métropolitain. La clé de répartition est définie en fonction de la population des territoires (CT1 : 56%, CT2 : 21%, CT3 : 8%, CT4 : 6%, CT5 : 5%, CT6 : 4%).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Sud Provence Alpes Côte-d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, CITEO ainsi qu'auprès tout autres organismes susceptibles d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe collecte et traitement des déchets métropolitain 2022 et suivants, opération 2022100800.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

- 2022 : 150 000 euros TTC
- 2023 : 3 000 000 euros TTC
- 2024 : 18 000 000 euros TTC
- 2025 : 23 000 000 euros TTC
- 2026 : 5 850 000 euros TTC

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/57

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°1 au contrat de mandat d'Etudes et de Travaux d'Investissement portés par la surtaxe Eau de la commune d'Auriol sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Par décision n°2019-2-CT4 du 15 janvier 2019, le contrat de mandat d'études et de travaux avec la SPL Eau des Collines pour un montant de 478 500 euros HT a été approuvé.

En raison de la crise sanitaire et de la nécessité de continuité de service, le programme d'opérations prévu n'a pas pu être réalisé. Les investissements ont donc été reportés.

Suite à la rupture de l'alimentation en eau de la commune d'Auriol survenue cet été des investigations ont été lancées par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Il est alors apparu indispensable de substituer les opérations initiales par la réalisation du schéma directeur d'eau potable et la sécurisation des sites de production de la commune d'Auriol. Le présent avenant a pour objet la prolongation du contrat et la modification du programme des opérations.

Le présent avenant a pour objet :

- L'actualisation du planning prévisionnel du contrat de mandat initial et la modification du programme des opérations initialement prévu ;
- L'actualisation de l'enveloppe financière du projet pour un montant de 250 920,00 € HT et du montant des honoraires de la SPL.

Il est proposé d'approuver l'avenant n°1 au contrat de mandat d'études et de travaux d'investissement joint en annexe et soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La décision n°2019-2-CT4 du 15 janvier 2019 approuvant le contrat de mandat d'études et de travaux d'investissement portés par la surtaxe Eau de la commune d'Auriol;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 au contrat de mandat d'études et de travaux d'investissement portés par la surtaxe Eau de la commune afin de réaliser des opérations urgentes pour sécuriser l'alimentation en eau de la commune d'Auriol.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, au contrat de mandat d'études et de travaux d'investissement portés par la surtaxe Eau de la commune d'Auriol afin d'actualiser le planning prévisionnel du contrat de mandat initial, de modifier le programme des opérations initialement prévu et d'actualiser l'enveloppe financière du projet pour un montant de 250 920,00 € HT et le montant des honoraires de la SPL.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 et toutes les pièces relatives à cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Eau du Territoire Marseille-Provence en section d'investissement :
Opération 2021104700 – Sous-Politique F170 – Nature 2315 – Code Gestionnaire : 3DEAE.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/58

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation d'un protocole transactionnel avec la société SOGEA Sud Hydraulique relatif à l'amélioration des performances de la station d'épuration d'Auriol-St Zacharie du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Le présent protocole transactionnel a pour objet de valider des travaux supplémentaires pour améliorer les performances et le fonctionnement des ouvrages, dégrilleurs et traitement tertiaire, de la station d'épuration d'Auriol-Saint-Zacharie. Ces travaux sont issus de la liste des désordres constatés par l'exploitant suite aux travaux d'extension réalisés dans le cadre du marché de conception- réalisation n°2013AGGLO71.

Les différentes interventions effectuées par le constructeur depuis 2020 pour tenter de résoudre les problèmes notamment sur les dégrilleurs et le traitement tertiaire n'ont pas été concluantes, les solutions ci-après ont donc été proposées et validées par le maître d'ouvrage, l'exploitant et le constructeur :

18. Mise en place d'un dégrilleur grossier sur le poste de relevage,
19. Mise en place d'un by-pass du traitement tertiaire.

C'est dans ce contexte que les parties, agissant dans un souci de mettre un terme amiable et rapide à la présente affaire, se sont rapprochées et proposent de régler le différend qui les oppose par les engagements et les concessions réciproques suivants :

- Dégrilleur : prise en charge à 50/50 du coût des travaux d'un montant de 64 560 € HT entre SOGEA Sud Hydraulique et le Territoire du Pays

d'Aubagne et de l'Etoile – Métropole Aix-Marseille-Provence,

- By-pass/Traitement tertiaire, prise en charge du coût des travaux d'un montant de 6 367,50 € HT par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Métropole Aix-Marseille-Provence, SOGEA Sud Hydraulique s'engage à ne pas augmenter le montant initial du devis n°2020 002.

Il est proposé d'approuver le protocole transactionnel joint en annexe et soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le marché de conception-réalisation n°2013AGGLO-0071 notifié le 25 novembre 2014, l'ordre de service de démarrage du 26 novembre 2014, la date d'achèvement des travaux du 1^{er} novembre 2017, la réalisation des essais de garantie et la décision de levée des réserves du 28 octobre 2021.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'établissement d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société SOGEA Sud Hydraulique afin de valider les

travaux supplémentaires pour améliorer les performances de la station d'épuration d'Auriol-St Zacharie.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec la société SOGEA Sud Hydraulique afin de valider les travaux supplémentaires d'un montant total de 70 927,50 euros HT dont 38 647,50 euros HT à la charge du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et toutes les pièces relatives à ce protocole.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Assainissement 2021 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section d'investissement, opération 2017407300, sous politique F130, nature 21532.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/59

Sur le rapport de Serge PEROTTINO Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Gestion Forestière Territoriale" du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Le Conseil de Territoire est chargé d'entreprendre des opérations de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) sur les massifs forestiers situés en son périmètre. Ces travaux sont réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des Plans de Massifs de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PMPFCI). La stratégie de prévention des incendies repose sur les objectifs majeurs suivants :

- Eviter les départs de feux,
- Faciliter l'intervention des secours sur feu (naissant ou déclaré),
- Limiter la propagation des incendies,

- Gérer les risques subis.

Les opérations prévues au programme comprennent :

Les travaux forestiers de prévention incendie, les études préalables à leur mise en œuvre ainsi que les missions de maîtrise d'œuvre et d'assistance technique permettant la réalisation des programmes pluriannuels de travaux définis dans les plans de massifs.

La réalisation opérations de Restaurations de Terrains Incendiés (RTI), le cas échéant, suite aux incendies qui se dérouleraient dans les massifs de la Métropole : études préalables, maîtrise d'œuvre et travaux.

La valorisation des espaces forestiers par la connaissance de son potentiel en terme de gisement et de dessertes forestières afin de poursuivre le développement de la filière bois et de répondre ainsi à la demande constante des besoins aussi bien en bois industrie, qu'en bois énergie et en bois pour la construction, dans le respect des enjeux et des spécificités du territoire forestier de la Métropole.

L'opération d'investissement n°2022400100 « Gestion Forestière Territoriale – PAE » pour un montant de 1 950 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 224232BP du programme 23, doit être affectée pour en permettre la réalisation.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 950 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2022400100 « Gestion Forestière Territoriale – PAE » pour un montant de 1 950 000 euros TTC, rattachée au programme 23, code AP 224232BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires, sont inscrits sur l'Etat Spécial de territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2022 :	550 000 euros TTC
Année 2023 :	650 000 euros TTC
Années suivantes :	750 000 euros TTC

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/60

Sur le rapport d'Alain ROUSSET

Approbation d'un avenant au marché de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage à la SPL SOLEAM pour la réalisation du projet d'aménagement des Berges de l'Huveaune avec création de la voie verte de l'Huveaune sur la commune de Marseille et l'étude de sa continuité sur les communes de La Penne s/Huveaune et Aubagne

Depuis le 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté un plan d'actions afin de soutenir le développement de l'usage du vélo sur son territoire. Composé de 15 actions, ce plan d'actions ambitionne d'agir à la fois sur les services en faveur du vélo et sur la qualité du réseau cyclable à développer. Ainsi, ce Plan vélo métropolitain a identifié comme enjeu la création d'un réseau de lignes vélos sécurisées à l'image d'un réseau de transport de qualité :

efficace, lisible, structurant, sécurisant, convainquant et donc attractif.

Sur Marseille, 8 lignes ont été identifiées dont la ligne « Voie verte de l'Huveaune » qui a fait l'objet en octobre 2019 d'un marché de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage à la SPL Soleam (délibération TRA 009-6571/19/BM du 26 septembre 2019 « Approbation d'un mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la SOLEAM pour l'étude et la réalisation de la voie verte des Berges de l'Huveaune à Marseille et son étude de faisabilité sur les communes de La Penne sur Huveaune et d'Aubagne »).

Ce projet structurant de la vallée de l'Huveaune comporte trois enjeux importants :

- Un enjeu de mobilité avec l'aménagement de nouveaux espaces publics en porosité avec les quartiers adjacents et leurs pôles générateurs de déplacements en modes actifs (pôles d'échanges, établissements d'enseignement, zones économiques, équipements sportifs et de loisirs, centre-ville et noyaux villageois) ;

- Un enjeu de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI) ;

- Un enjeu de biodiversité qui doit permettre de retrouver et de valoriser la trame verte et bleue que constitue l'Huveaune, inscrite comme telle au Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE).

Suite aux études préliminaires réalisées en coordination avec la direction GEMAPI de la Métropole, ce projet a évolué et déplacé son périmètre d'intervention, initialement situé en tête de berges, jusqu'au lit mineur du cours d'eau. Cette évolution permettra au projet, en fonction des potentialités, de proposer des aménagements à caractère « GEMAPI » de type reprofilage et renaturation de berges, d'intégrer plus largement les enjeux de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations et de biodiversité et d'avoir une action plus rapide et efficace pour répondre aux attentes de la population.

Depuis 2018, la Métropole exerce la compétence GEMAPI dans un objectif de cohérence et de gestion intégrée des enjeux de l'eau par bassin versant. Le SMBVH (Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune), au titre des compétences que lui a transférées et déléguées la Métropole, conduit et participe à la mise en œuvre des dispositifs réglementaires tels que la SLGRI (Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation) et les mesures du SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et

de gestion des eaux), au travers d'un Contrat de rivière et d'un PAPI (Programme d'action de Prévention des Inondations). Des actions sont d'ores et déjà déclinées en opérations (études et travaux) sur le linéaire de l'Huveaune. Le projet d'aménagement des berges de l'Huveaune s'intègre donc dans cette démarche globale GEMAPI. La coordination entre le mandataire délégué SOLEAM et le SMBVH sera pris en compte dès la phase globale AVP afin de définir par secteur ou tronçon de l'Huveaune, le niveau d'ambition d'opérations GEMAPI qui y seront menées et coordonnées avec celles déjà existantes.

Au vu de ce nouveau périmètre d'ambition et d'intervention, le coût global de l'opération est porté à 24 666 582,00€ HT soit 29 599 898,40 € TTC sur une période qui a été prolongée à 2030. Ce projet va être découpé en deux phases opérationnelles (2022-2026 et 2026-2030).

Afin de permettre la réalisation de ce projet plus ambitieux d'aménagement des berges de l'Huveaune, il est nécessaire de proposer un avenant au marché de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage conclu entre la SPL Soleam et la Métropole.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TRA001-6406/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, portant approbation du Plan vélo métropolitain ;
- La délibération n° TRA 009-6571/19/BM du 26 septembre 2019, portant Approbation d'un mandat de

délégation de maîtrise d'ouvrage avec la SOLEAM pour l'étude et la réalisation de la voie verte des Berges de l'Huveaune à Marseille et son étude de faisabilité sur les communes de La Penne sur Huveaune et d'Aubagne ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- La délibération TRA 009-6571/19/BM du 26 septembre 2019 « Approbation d'un mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la SOLEAM pour l'étude et la réalisation de la voie verte des Berges de l'Huveaune à Marseille et son étude de faisabilité sur les communes de La Penne sur Huveaune et d'Aubagne ».

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant au mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage conclu entre la Métropole et la SPL SOLEAM leur donnant mandat pour la réalisation du projet d'aménagement des Berges de l'Huveaune avec création de la voie verte de l'Huveaune sur la ville de Marseille et l'étude de sa continuité sur les communes de la Penne s/Huveaune et d'Aubagne pour un montant global de 24 666 582 euros HT, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le présent avenant et tous les actes y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire de Marseille-Provence au Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence – section investissement – opération n° 2019103100 et au budget annexe GEMAPI de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 2312 et 2031 –

opération n° 2021000600.

AVIS FAVORABLE

**Non-participation au vote : Alain ROUSSET,
Danielle MENET**

CT4/141221/61

Sur le rapport d'Alain ROUSSET

Approbation de l'avenant n°5 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport public de voyageurs du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Par délibération N° TRA 008-2332/17/CM du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié l'exploitation du réseau des Lignes de l'Agglo au groupement constitué par la SPL Façonéo et par la Régie des Transports Métropolitains, dont le mandataire est la SPL Façonéo. Le 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé l'avenant 1 au contrat. Le 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé l'avenant 2 au contrat. Le 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé l'avenant 3 au contrat. Le 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a approuvé l'avenant 4 au contrat.

L'objet du présent avenant est d'acter plusieurs points venant modifier le contrat initialement signé.

Cet avenant récapitule les adaptations et optimisations de l'offre décidées par ordre de service depuis le dernier avenant (avenant 4), afin d'en traduire l'impact financier sur le contrat. Cela représente une économie de 290 298 € pour les années 2022 et suivantes. (Valeur 2016).

Concernant la transition énergétique et conformément à l'avenant 4, 10 bus GNV hybrides financés par La Métropole ont été mis en circulation :

7 bus sur les lignes 1 et 7 le 16 novembre 2020 et 3 bus sur la ligne 8 le 4 janvier 2021.

Il est acté dans cet avenant que le niveau de réserve nécessaire pour l'exploitation de ces 3 lignes passera de 3 à 2 véhicules à compter de septembre 2021.

Cet avenant fixe le prix de ces véhicules de réserve à 23 364 € l'unité (valeur 2016). Ce prix n'était pas prévu dans la grille de cout – Annexe 18-5 du COSP.

Un ordre de service complémentaire viendra régulariser le retrait définitif des 10 anciens Bus Gazole et la prise en charge des 2 nouvelles réserves pour un montant total de -24 250 €

pour 2021 (valeur 2016) et – 42 178 € pour 2022 (valeur 2016).

Conformément à l'avenant précédent (avenant 4), l'opérateur interne a acquis 11 autocars GNV pour les affecter à partir du 08 mars 2021 sur les lignes : 5-9-11 et 12 en remplacement des anciens autocars sans modification du poste de dépenses. Ces biens sont intégrés à l'état de parc 2021.

L'avenant 5 prend acte d'une clause de revoyure entre les parties début 2022 afin de revoir la grille de coût spécifique au GNV et d'introduire un nouvel indice « Gaz naturel » dans la formule de révision des prix.

Concernant l'impact financier de la crise sanitaire pour 2020, l'avenant 5 rappelle que les négociations avec la Métropole ont permis de déterminer que Façonéo était redevable de 494 161 € en raison des charges d'exploitation non supportées pour la période du 01 mars 2020 au 23 juillet 2020. Concernant la perte de fréquentation de 31% en 2020, il a été décidé que l'application du tunnel de partage porterait sur l'année 2020 en neutralisant la période déjà observée par les services de la Métropole.

Dans ce cadre, l'application du tunnel représente une participation de la Métropole à hauteur de 35 165 €.

L'avenant 5 acte également l'incidence des mesures d'ajustement de l'offre suite au couvre-feu pour un montant de -78 488 € pour la période du 27 janvier 2021 au 06 juillet 2021 pour la ligne 1 et du 05 avril 2021 au 02 mai 2021 pour les vacances scolaires. Il précise également les modalités d'ajustement de l'engagement de fréquentation pour le second semestre 2021 et année 2022.

Suite à la remise en état des Totems de tramway, cet avenant acte que cette dépense d'un montant de 93 050 € sera rattachée sur la facture de régularisation pour l'année 2021 soit en mai 2022.

Pour des raisons sanitaires, la Métropole a installé des toilettes autonomes pour les conducteurs au terminus Les Candolles. L'avenant 5 précise que l'entretien de ceux-ci sera confié à l'opérateur pour un coût annuel de 10 500 €. Par ailleurs, de nouveaux biens nécessaires à la maintenance des véhicules ont été acquis par l'opérateur. Identifiés comme biens de reprise, l'annexe 2 Inventaire C sera mise à jour en conséquence.

Des travaux de mise en conformité en zones ATEX (atmosphère explosive) ont été réalisés

sur le centre de maintenance du tramway par l'opérateur interne, suite à un audit de Veritas. Cet avenant acte la prise en charge de ces travaux pour 18 615 € qui sera remboursé à l'opérateur interne dans le cadre de la facture annuelle de régularisation.

De même, il a été procédé à l'installation de renvoi d'alarme incendie au PCC sur ce même bâtiment afin de sécuriser des zones de stockage. Cet avenant acte la prise en charge de ces travaux pour un montant de 10 185 € qui sera remboursé à l'opérateur interne dans le cadre de la facture annuelle de régularisation. L'article 10 de cet avenant précise que les nouveaux bus GNV hybrides ont rencontré des problèmes moteur. Sous garantie, il a fallu procéder à l'immobilisation de ces véhicules pour une reprise par MAN. Dans le cadre d'un protocole transactionnel entre MAN, la CATP et la Métropole, il est convenu que le coût des réserves supplémentaires déployées à cette occasion sera pris en charge par la société MAN.

Au regard des différentes modifications depuis la signature du contrat, il convient de réajuster les charges d'exploitation du réseau. L'engagement annuel de dépenses est porté à 14 565 275 € HT en valeur 2016 pour l'année 2022. La Contribution Financière Forfaitaire est réduite pour l'année 2022, à 12 389 475 € HT valeur 2016 soit une économie de – 310 087 €

Il convient pour finir de mettre à jour par cet avenant, différents articles et annexes du contrat concernant notamment les biens mis à disposition par l'opérateur et la liste des biens mis à disposition par la Métropole.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;
- La délibération N° TRA 008-2332/17/CM du 13 juillet 2017 approuvant le contrat d'obligation de service pour l'exploitation du réseau des « Lignes de l'Agglo » au groupement constitué par la SPL Façonéo et par la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération N° TRA 014-3252/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la signature de l'avenant 1 au Contrat OSP ;
- La délibération N° TRA 027-5117/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la signature de l'avenant 2 au contrat OSP ;
- La délibération N° TRA 032-7870/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant la signature de l'avenant 3 au contrat OSP ;
- La délibération N° MOB 003-9273/20/CM du 17 décembre 2020 approuvant la signature de l'avenant 4 au contrat OSP ;
- La délibération N° TRA 002-14/12/17 CM du 14 décembre 2017 sur la transition énergétique à mener sur les réseaux de transports métropolitains ;
- La délibération N° TRA 012-6417/19/CM du 20 juin 2019 pour l'acquisition de bus GNV hybrides pour le réseau des Lignes de l'Agglo ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'article 21.2.3. du Contrat prévoit qu'un avenant soit réalisé pour acter l'ensemble des modifications d'offre de service apportées sur le réseau.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 5 ci-annexé, au Contrat d'Obligation de Service Public (COSP) pour

l'exploitation du réseau de transport les Lignes de l'Agglo, entre la Métropole et le groupement constitué par la SPL Façonéo et la Régie des Transports Métropolitains, et ses annexes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2022 et suivants de la Métropole Aix- Marseille-Provence, sous politique C210, nature 611.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/62

Sur le rapport d'Alain ROUSSET

Approbation de l'affectation du produit des forfaits post-stationnement (FPS) reversés au titre de l'année 2020 par les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence, Aubagne, Salon-de-Provence et Martigues, à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Dans le cadre de la réforme nationale de dépénalisation et décentralisation du stationnement payant sur voirie, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018, les communes membres Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Martigues et Salon-de-Provence, compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré, des forfaits post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie lors de leurs Conseils Municipaux respectifs.

En vertu de l'article L2333-87 et de l'article R2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans les Métropoles, les communes ayant institué la redevance de stationnement sur voirie, reversent l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement (FPS) à son Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

Il est par ailleurs précisé, que les communes dont elles sont membres, encore compétentes en matière de voirie, conservent une partie du FPS afin de financer les opérations de voirie sur leur territoire. Tel est le cas des communes d'Aubagne, Aix-en-Provence, Salon-de-Provence et Martigues.

Les modalités de reversement du produit des forfaits de post-stationnement par les communes concernées par la réforme à la Métropole Aix-Marseille-Provence, intégrant la refacturation des coûts de gestion annuel du forfait post-stationnement, font l'objet de conventions approuvées lors du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018. Ces conventions sont arrivées à échéance le 31 décembre 2019. Dans ce cadre la Métropole et les communes de Marseille, Cassis et la Ciotat, se sont rapprochées afin de reconduire ces conventions pour les 5 futures années. Les communes de Salon-de-Provence, Martigues, Aubagne et Aix-en-Provence, ont souhaité prolonger les conventions actuelles pour une durée de 3 ans en considérant le report du transfert de la compétence voirie le 1^{er} janvier 2023.

Conformément à la loi, le produit des forfaits post-stationnement reversé à la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être affecté à la réalisation des « opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation » (article L 2333-87-III du CGCT) sur le même principe que l'affectation de la dotation amendes versée par l'État. La collectivité doit déterminer chaque année, au mois d'octobre, l'affectation de ces recettes aux opérations définies à l'article R2333-120-19 du CGCT.

Le montant total du produit des forfaits post-stationnement perçu sur l'exercice 2020 sera alloué notamment au financement des opérations relevant du budget annexe transport relatives :

- Aux aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès au réseau, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport ;
- Aux équipements assurant l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les conventions relatives au reversement du produit des forfaits post-stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence conclues en 2018 pour une durée de deux ans, avec les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Salon-de-Provence et Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 décembre 2021 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 décembre 2021 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 13 décembre 2021 ;
- L'avis du le Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Salon-de-Provence et Martigues compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré des forfaits post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie ;
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;

• **Le contexte législatif et réglementaire :**

- Que les communes d'Aix-en-Provence, Salon-de-Provence, Aubagne et Martigues compétentes en matière de voirie sur leur territoire conservent une partie du produit des FPS pour financer certaines opérations relevant de cette compétence ;
- Que les prévisions de recettes de FPS pour l'exercice budgétaire 2020 en partie, font apparaître que le solde ainsi reversé à la Métropole sera nul pour toutes les communes à l'exception de la Ville de Marseille et de Cassis ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit affecter annuellement le produit des FPS réellement perçu à des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation du produit des forfaits post-stationnement réellement perçus au titre de l'année 2020 sur les opérations relevant du budget annexe transport relatives aux aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès au réseau, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport, l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget annexe Transport des exercices 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section de fonctionnement – Chapitre 75 - Nature 754.

AVIS FAVORABLE

CT4/141221/63

Sur le rapport d'Alain ROUSSET

Approbation du Plan de Mobilité métropolitain

Par délibération en date du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a lancé la démarche du Plan de Déplacements Urbains (PDU) sur le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le PDU a pour objet de définir l'organisation des déplacements des personnes et des marchandises, tous modes confondus, sur une période de 10 ans. C'est une démarche réglementaire de planification et de programmation qui indique les modalités de mise en œuvre ainsi que le financement de son plan d'actions.

Ce document, qui anticipe les évolutions à long terme de la politique de mobilité métropolitaine, vise un équilibre entre les besoins de mobilité, la protection de l'environnement, la santé et le renforcement de la cohésion sociale et urbaine. Il impose une coordination entre les acteurs institutionnels, associant l'Etat, la Région, le Département, les Communes, ainsi que les Autorités Organisatrices de la Mobilité Durable limitrophes de la Métropole.

Avec l'entrée en vigueur de la loi d'Orientations des Mobilités adoptée le 24 décembre 2019, applicable pour les PDU en cours d'élaboration au 1er janvier 2021, le projet de Plan de Déplacements Urbains devient Plan de Mobilité.

Selon l'article L1214-7 de la Loi Orientation des Mobilités, le Plan de Mobilité est compatible avec les SCOT en vigueur sur le périmètre métropolitain avec le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité du Territoire (SRADDET), approuvé par le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur le 26 juin 2019, ainsi qu'avec le Plan de Protection de l'Atmosphère des Bouches-du-Rhône (PPA), révisé le 17 mai 2013. Les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) doivent quant à eux être compatibles ou rendus compatibles avec le Plan de Mobilité. Le Plan de Mobilité est compatible avec le Plan Climat-Air-Energie Métropolitain (PCAEM) mentionné à l'article L22-26 du code de l'Environnement lorsque ce dernier recouvre un périmètre égal ou supérieur au ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité.

Par ailleurs, le Plan de Mobilité est en cohérence avec les orientations stratégiques des autres documents cadres de la Métropole (projet métropolitain, agenda économique...). Il participe ainsi à un projet d'aménagement d'ensemble qui articule urbanisme, mobilité et enjeux environnementaux.

Le Plan de Mobilité, c'est aussi la première étape de mise en œuvre d'une stratégie de mobilité à l'horizon 2050. Son plan d'actions, établi pour les 10 prochaines années, sera ensuite décliné dans des plans locaux de mobilité (PLM), qui préciseront ces actions à l'échelle des 25 bassins de proximité définis sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le projet de PDU a fait l'objet d'une large concertation auprès des habitants, de mars 2018 à octobre 2019, à travers 19 ateliers thématiques répartis sur le territoire ayant réuni 436 personnes, deux enquêtes grand public ayant reçu 3 000 réponses ; puis un registre numérique qui a permis à 17 000 visiteurs de prendre connaissance du projet. La Métropole a également reçu 116 contributions écrites. Le processus s'est achevé avec la rencontre des communes et des territoires, aux fins d'assurer la cohérence du Plan de Mobilité avec les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux. Le bilan de la concertation a été adopté par délibération du Conseil Métropolitain le 19 décembre 2019.

Les grandes orientations du Plan de Mobilité 2020-2030:

L'objectif du Plan de Mobilité consiste en premier lieu à lutter contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique, en favorisant l'utilisation des modes de déplacement alternatifs à la voiture solo, et une meilleure organisation du transport de marchandises afin de contribuer efficacement à la préservation de la santé publique. Face à ces enjeux, et en s'inscrivant dans un horizon à 2050, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour ambition de développer un système de mobilité pour tous, répondant à la diversité des besoins des habitants d'un territoire multipolaire. La stratégie du Plan de Mobilité représente une première étape, conditionnée par la mise en œuvre de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) et la gare souterraine de Marseille Saint Charles, attendue au-delà de 2030, afin d'offrir un service de type RER métropolitain constituant l'armature structurante du réseau de transports en commun desservant les différentes polarités métropolitaines. Les autoroutes seront configurées pour permettre le développement des transports collectifs à haut niveau de service (cadencés avec des voies dédiées) et inciter à l'usage collectif de la voiture. Un réseau de pistes cyclables interconnectées et sécurisées maillera le territoire et desservira les pôles d'échanges multimodaux connectés au système global de mobilité. Le réinvestissement des centres-villes favorisera la convivialité, le lien social, le commerce de proximité et les

filières courtes, accordant ainsi plus de place aux piétons, vélos et autres modes actifs, La transition énergétique de la mobilité, le télétravail, les achats à distance favoriseront également la qualité de la vie dans ces espaces. La chaîne logistique de transport de marchandises aura été restructurée, en s'appuyant principalement sur le réseau ferré et fluvial, et sur une organisation urbaine adaptée, peu consommatrice d'énergie et d'espace.

Le système de mobilité global est pensé dans une logique évolutive et agile pour intégrer les possibilités offertes par les innovations technologiques et sociétales (véhicules autonomes, décarbonés et connectés).

La Plan de Mobilité à 2030 constitue ainsi une étape vers cette vision à long terme de la mobilité métropolitaine. Il se décline selon 4 enjeux majeurs et 17 objectifs opérationnels, 7 leviers déclinés en 117 actions:

- « Un système vélo global », dans lequel le vélo a vocation à devenir un mode de déplacement du quotidien pour les courtes et moyennes distances. La Métropole prévoit un ensemble d'actions cohérentes pour bâtir un véritable système autour de deux volets : un réseau cyclable maillé et sécurisé, et des services pour faciliter son usage. Ce maillage principal sera complété par un réseau secondaire, élaborée à l'échelle des 25 plans locaux de mobilité, permettant la desserte des équipements de proximité, ainsi que le déploiement de plusieurs services : stationnement sécurisé, équipements, réparation, intermodalité, information, communication digitale et sensibilisation;
- « Un système de transport collectif performant ». Le Plan de Mobilité s'inscrit dans une stratégie à long terme qui vise à décliner le concept de « RER métropolitain ». Dans son plan d'actions à 2030, il en préfigure la première étape selon trois axes :
 - Débloquer et moderniser le nœud de St-Charles, qui contraint le développement et la fiabilité du système ferroviaire ;
 - Développer le Réseau Express Métropolitain : un réseau de transport interurbain ferroviaire et routier rapide, fiable et à haut niveau de service ;
 - Réaliser plus de 200 km de THNS urbains (Transport à Haut Niveau de Service): métro, tramway,

transport par câble et bus à haut niveau de service (Bus+), sur 14 communes.

« Un système routier réinventé, innovant, efficace et durable ». La stratégie de ce système repose prioritairement sur la réduction de la circulation automobile, l'introduction de la multimodalité et la hiérarchisation de ce réseau de manière à optimiser son usage, ainsi que sur un système logistique plus durable favorisant le fret ferroviaire et fluvial.

- « Un réseau hiérarchisé de pôles d'échanges multimodaux (PEM) », situé au cœur des politiques de mobilité. Les PEM sont les garants de l'intermodalité, les pivots du système de mobilité métropolitain, le lieu où les usagers trouvent un panel de services de mobilité à leur disposition, adapté, varié et complémentaire.
- « Des espaces publics partagés et attractifs », confortables et accueillants, condition déterminante pour développer les modes actifs et ainsi améliorer le cadre de vie et la santé des métropolitains. La Zone 30 devient la référence métropolitaine en matière d'aménagement des voies locales notamment des centres-villes. En matière de livraisons les communes de la Métropole devront harmoniser leur réglementation d'ici 2025. Le Plan de Mobilité organise la maîtrise et la régulation du stationnement afin de contribuer au report modal vers les transports collectifs et les modes actifs, en contraignant le stationnement dans les centres-villes, en particulier celui des actifs sédentaires, en le redéployant notamment dans les parcs-relais.
- « Un service de mobilité simple, agile et accessible à tous », ces services devront être simples d'accès pour tous, à travers la tarification, l'achat des titres de transport et l'information. Ils devront également intégrer un bouquet de services publics et privés, facilitant la multimodalité. Le droit à la mobilité implique d'accompagner les publics les plus fragiles dans leurs pratiques et besoins, via des services dédiés avec une tarification adaptée.

- « Se donner les moyens de réussir », dans la mise en œuvre des actions du Plan de Mobilité, de manière coordonnée, en lien avec les différents partenaires impliqués et acteurs concernés. Le Plan de Mobilité prescrit 6 schémas stratégiques (Schémas directeurs : des Transports Collectifs en Site Propre, du stationnement, de la logistique, des modes actifs, schéma armature ferroviaire, schéma stratégique de la voirie structurante) définissant le cadre et la vision à 2050 de la mobilité métropolitaine. Ces schémas alimenteront les 25 Plans Locaux de Mobilité.

La nature multipolaire et la très grande taille de la Métropole nécessitent de développer une approche de proximité, destinée à favoriser l'appropriation du Plan de Mobilité par les habitants et les communes, à l'échelle locale. Six bassins de mobilités ont été identifiés sur la base de différentes études et outils d'analyse territoriale. Ils ont été subdivisés en 25 bassins de proximité, sur la base de critères de continuité, de cohérence et de densité, correspondant à une logique de bassin de vie. C'est sur ces périmètres que les actions du Plan de Mobilité seront déclinées, dans le cadre des futurs plans locaux de mobilité à raison de 5 plans par an sur 5 ans. Cette déclinaison s'opérera au plus près du terrain, et en association étroite avec les acteurs locaux.

L'approche par levier d'actions et leur déclinaison territoriale sont complétées par une vision transversale, mettant l'accent sur 6 thèmes à fort enjeux métropolitains : l'enseignement et la jeunesse, les zones d'activité et d'emploi, le tourisme, les loisirs et la vie nocturne, la cohésion sociale, la logistique et la cohérence entre urbanisme et transports.

Conformément à l'article R1214-1 du code des transports, le Plan de Mobilité a fait l'objet d'une évaluation basée sur son programme d'actions. Cette évaluation porte sur les points suivants : l'évolution des parts modales, l'impact du projet de PDU sur l'environnement, la qualité de l'air, la santé publique (modes actifs), les GES (Gaz à effet de Serre), et la consommation d'espace. Une analyse mesure l'impact financier du programme d'actions notamment sur le budget métropolitain avec les modalités de financement en investissements et fonctionnements. Cette évaluation montre que les objectifs sont globalement atteints.

La réalisation de ces objectifs, la réponse au défi climatique et à l'amélioration de la qualité

de vie des métropolitains, requièrent des moyens financiers à la hauteur du rattrapage attendu. Ainsi, la «Métropole de projet » se concentre sur les projets structurants portés par son Plan de Mobilité, et doit obtenir le soutien des maîtres d'ouvrages concernés, en premier lieu celui de l'Etat. La réunion de ces éléments est la condition indispensable pour répondre au défi climatique et améliorer la qualité de vie des métropolitains.

- **La consultation des personnes publiques associées**

Par délibération du 19 décembre 2019, le Conseil métropolitain a arrêté le projet de PDU. Conformément aux conditions d'élaboration fixées par voie réglementaire, le projet de PDU est soumis, pour avis aux personnes publiques associées (PPA) constituées des 92 communes métropolitaines, des Départements des Bouches du Rhône, du Var et du Vaucluse et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que les autorités administratives compétentes de l'Etat concernées, soit 97 personnes publiques associées.

Le projet de PDU étant soumis à une évaluation environnementale, l'autorité environnementale représentée par la Mission Régionale d'Autorité environnementale dite MRAe est également consultée pour avis. Pour mémoire cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet de PDU mais sur la qualité de l'évaluation environnementale produite et la prise en compte de l'environnement par ce dernier. Cet avis qualitatif vise à améliorer la conception du projet et la participation du public.

Initialement, prévue du 14 février jusqu'au 15 mai 2020, la consultation des personnes publiques associées, a été prorogée en raison de l'état d'urgence sanitaire, jusqu'au 28 août 2020, soit 6 mois au lieu de 3. Face à une deuxième vague de la pandémie et au 2^{ème} confinement de novembre 2020 (décret du 14 octobre 2020 portant déclaration d'état d'urgence sanitaire), l'organisation de l'enquête publique initialement prévue entre le 04 novembre 2020 et le 10 décembre 2020 a été reportée. Ces reports et décalage ont entraîné l'obligation pour le projet de PDU de se conformer aux dispositions de la Loi d'Orientation des Mobilités applicables au 1^{er} janvier 2021.

Le projet de PDU a donc été soumis à l'avis de la nouvelle catégorie des personnes publiques associées dites « limitrophes ». Ainsi, aux 97 consultations des personnes publiques associées en février 2020, les 6 agglomérations environnantes concernées ont été consultées

du 14 janvier 2021 au 15 avril 2021. Il s'agit des Agglomérations de Durance-Lubéron-Verdon, de Provence Verte, de Terre de Provence, de Sud Sainte Baume, de Lubéron-Monts de Vaucluse, d'Arles-Crau-Camargue-Montagnette.

Sur l'ensemble des 103 personnes publiques consultées, 37 ont émis un avis dans les délais réglementaires impartis, dont l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse, 26 communes métropolitaines et 5 personnes publiques associées limitrophes.

L'ensemble de ces avis a été soumis à la commission d'enquête. Il est à noter qu'un certain nombre d'avis sont parvenus hors délais ou non notifiés à la Métropole. Ces collectivités ont eu la possibilité néanmoins de déposer leur avis durant le temps de l'enquête publique. C'est le cas notamment de la Ville de Marseille.

- **L'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale PACA (MRAe)**

L'avis délibéré de la MRAe PACA sur le projet de PDU 2020-2030 précise que c'est le premier Plan de Mobilité à l'échelle de ce vaste territoire. Les principaux enjeux environnementaux identifiés par la MRAe sont : la qualité de l'air, les nuisances sonores et les risques sanitaires associés, la lutte contre le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre, la limitation de la consommation d'espaces et de l'étalement urbain, en favorisant le développement autour des centralités urbaines et des pôles d'activités, la préservation de la biodiversité et le maintien des continuités écologiques. La MRAe souligne l'importance de la cohérence entre urbanisme et transport afin de limiter le volume global des déplacements et faciliter les reports modaux.

La MRAe note l'inflexion du projet de PDU, qui tranche avec les politiques passées, souvent tournées vers l'usage de la voiture. Cependant, elle considère que le projet de PDU dans sa forme actuelle manque encore d'ambition notamment en termes de réduction du nombre quotidien de véhicules sur le réseau routier, et vis-à-vis des enjeux de santé publique. Le projet de PDU apparaît par ailleurs peu précis, avec des déclinaisons à venir, sous forme de schémas sectoriels stratégiques et de plans locaux de mobilité qui devront renforcer encore, et non amoindrir, les ambitions de report modal et de prise en compte des enjeux

environnementaux.

- **L'avis des personnes publiques associées:**

D'une façon générale, le projet de PDU a été bien accueilli par l'ensemble des personnes publiques associées.

Le Préfet, dans son avis, salue le projet de PDU qui constitue une étape clé de la stratégie de mobilité à l'échelle métropolitaine, ainsi que la qualité du travail effectué dans un délai contraint. Il souhaite néanmoins des améliorations pour relever les défis climatiques, de santé et de cohésion sociale ainsi qu'une clarification des modalités de financement et de hiérarchisation des opérations.

La Région donne un avis favorable en précisant que le projet de PDU intègre les ambitions du SRADDET relatives à la mobilité et au transport de marchandises et de manière plus globale celles concernant la lutte contre le changement climatique, la non-consommation d'espaces naturels et agricoles. Le PDU est ainsi cohérent avec la politique régionale déclinée dans le SRADDET. Elle émet cependant des réserves sur les objectifs de diminution de la pollution atmosphérique, inférieurs à ceux du SRADDET, sur le niveau d'ambition trop faible sur la politique vélo, et la soutenabilité financière du projet.

Sur les 92 communes saisies pour avis, 26 ont répondu par un avis délibéré ou un courrier.

Par conséquent il est à considérer que 66 avis sont réputés favorables.

Parmi l'ensemble des communes ayant répondu, 14 ont délibéré un avis favorable sans réserve, 7 avec réserve, et un avis défavorable émanant de la commune de Marignane. 4 communes ont demandé des précisions par courrier.

La commission d'enquête publique relève que la concertation préalable a pu proposer une vision territorialisée, permettant de mieux comprendre les enjeux métropolitains et locaux.

- **L'enquête publique**

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, assorti des avis des personnes publiques associées, l'enquête a pu être organisée entre le 20 avril 2021 et le 21 mai 2021.

106 lieux d'enquête ont été ouverts sur le territoire métropolitain dans toutes les

communes et mairies annexes de Marseille et d'Aix-en-Provence. La commission d'enquête, désignée par le Tribunal Administratif de Marseille était composée de 3 membres et un suppléant. Elle a organisé 24 permanences physiques, au cours desquelles 69 personnes ont été reçues par les commissaires, 30 entretiens téléphoniques au cours de 3 permanences dédiées. Plus de 1000 observations ont été déposées et 953 observations ont été consignées sur le registre numérique d'enquête publique.

La commission d'enquête souligne dans ses conclusions que la Métropole a su tenir compte des contraintes sanitaires liées à la pandémie et assurer les meilleures conditions possibles pour le bon déroulé de l'enquête publique. Elle souligne également qu'un nombre très important de personnes, de collectifs, d'institutions et de collectivités territoriales ont pu exprimer leur avis, déposer leurs requêtes sur le projet, mais aussi, pour certains, faire des propositions sous forme de dossiers, permettant ainsi à la commission d'enquête de dégager des centres de préoccupation ou d'inquiétude au regard de la politique de mobilité, notamment sur le bassin marseillais.

Il est à noter que la nouvelle municipalité de Marseille, élue en mars 2020, a déposé une délibération en date du 5 octobre 2020 lors de l'enquête publique, exprimant son avis sur le projet de PDU.

La commission d'enquête a remis son rapport et ses conclusions le 19 juillet 2021, émettant un avis favorable sur le projet de PDU, assorti de 4 réserves et 6 recommandations ainsi qu'une recommandation de « dernière minute ».

L'ensemble des contributions ainsi que le rapport de la commission d'enquête sont consultables sur le site de la Métropole : <https://www.ampmetropole.fr/actualites/lancement-enquete-publique-PDU-metropolitain> ainsi que sur le registre numérique : <https://www.registre-numerique.fr/plan-deplacements-urbains-metropole-amp>

- **La prise en compte des réserves**

Réserve n° 1

La commission relève que la ville de Marseille a versé au dossier de l'enquête publique une délibération en date du 05 octobre 2020, portant sur un nombre conséquent de points relatifs à la mobilité sur son territoire communal. Elle demande à ce que tous ces points soient

expressément pris en considération. Elle précise qu'il appartient à la Métropole de rencontrer les acteurs décisionnaires de la Ville afin d'engager un travail constructif dans le but d'intégrer tout ou partie de ces points dans le Plan de Mobilité à approuver.

Dans ce sens et afin de lever la réserve, la Métropole a :

- Rencontré la Ville de Marseille au cours de deux réunions en dates du 27 octobre et du 09 novembre 2021, afin d'échanger sur les points soulevés dans sa délibération ;
- Apporté des modifications de rédaction sur les actions traitant du levier système de vélo global (V04) et espaces publics partagés (EP03), afin de tenir compte des observations formulées par la ville. Il s'agit des points relatifs aux modes actifs (7 points sur les 13 proposés ont fait l'objet d'une modification de rédaction) ;
- Apporté des explications concrètes à la Ville de Marseille illustrant une préoccupation partagée et commune de voir les objectifs du Plan de Mobilité atteints. Cela concerne essentiellement les sujets relatifs au développement des modes actifs (6 points sur les 13), la tarification, le développement du réseau de Transport par Tramway et par câble ;
- Engagé pour le Boulevard Urbain Sud, des réflexions avec la Ville de Marseille afin d'étudier des alternatives au projet, depuis le chemin du Roy d'Espagne jusqu'à la Pointe Rouge, afin de répondre aux besoins de mobilité de ce secteur, tant en matière de transport collectif, notamment d'insertion du B5, que de modes actifs ;
- Précisé pour le Tunnel Schœlching que les trémies aérauliques de traitement des fumées polluantes feront l'objet d'une attention particulière afin de réduire l'impact sur les espaces végétalisés du parc du 26^{ème} centenaire ;
- Précisé que le schéma directeur des transports collectifs en site propre devra évaluer à Marseille en priorité, un tramway jusqu'au Merlan et St Jérôme depuis la Belle de Mai et un THNS sur la RD4 Nord voire au-delà en direction d'Allauch Plan de Cuques. Il pourra étudier la création d'une nouvelle ligne de métro pour desservir les quartiers Nord et le renforcement des Bus+ existants (niveau de service, sites

propres supplémentaires...), ainsi qu'un THNS vers les Plages du Prado et entre Aubagne et la Barasse.

Réserve n° 2

La commission demande à la Métropole de se conformer à l'obligation réglementaire en application des dispositions de l'article R1214-1 du code des transports, en intégrant au projet de PDU « *une étude des modalités de son financement et de la couverture des coûts d'exploitation des mesures qu'il contient* ».

L'étude des modalités de financement et de couverture des coûts d'exploitation des mesures du Plan de Mobilité figure en page 301 et suivantes du document. Elle a été précisée et actualisée pour répondre à la réserve de la commission d'enquête. En outre, la Métropole entend souligner l'implication de l'Etat dans le financement des projets structurants de transports collectifs. Ainsi, le projet de loi de finances 2022 aux articles 20 et 22, prévoit de débloquer un milliard d'euros pour les transports métropolitains du quotidien dans le cadre du Plan « Marseille en Grand ». Ce soutien est constitué d'un amendement du Gouvernement qui inscrit 256 M€ de subventions pour financer les infrastructures de transports collectifs du quotidien. Cette subvention sera portée par le budget de l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF). A cette subvention s'ajoute une enveloppe de 744 M€ d'avances remboursables, dans le cadre d'un amendement du Gouvernement qui crée un nouveau programme dédié au sein du compte de concours financiers « avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ». L'adoption définitive du projet de loi de Finances 2022 est prévue fin décembre 2021.

Réserve n°3

La commission demande à corriger l'incohérence entre le projet de PDU et le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, débattu en septembre 2019.

A ce titre, la Métropole rappelle qu'il ressort des dispositions de l'article L. 131-4 du Code de l'urbanisme que les PLUi sont compatibles ou rendus compatibles avec les plans de mobilité prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports et non l'inverse.

Néanmoins, la Métropole est attentive à une organisation harmonieuse des différents documents de planification afin d'assurer une

gestion cohérente du territoire. Ainsi une analyse approfondie du PADD et des contributions de la commune d'Auriol a permis d'identifier et préciser l'origine de la demande de la Commune.

La nouvelle municipalité d'Auriol vise 5 éléments non contenus dans le PADD débattu en septembre 2019, et indique qu'elle souhaiterait les ajouter dans le projet de PLUi ou le modifier. Ainsi, le PADD tel qu'il a été débattu en septembre 2019 est bien cohérent avec le Plan de Mobilité.

Des échanges avec la commune d'Auriol ont d'ores et déjà permis d'accéder à sa demande sur le volet de l'amélioration des liaisons vers Aix-en-Provence et l'aménagement d'un parking relais à proximité du péage.

Réserve n°4

La commission demande à ce que le Plan de Mobilité tienne strictement compte des dispositions contenues dans le SRADDET, répondant ainsi aux réserves émises par l'Etat et la Région.

La Métropole rappelle les règles de compatibilité : selon l'article L. 1214-7 du Code des Transports, le Plan de Mobilité doit prendre en compte les objectifs du SRADDET et être compatible avec les règles générales du fascicule de ce document. A cet égard, le tableau de prise en compte des objectifs du SRADDET ainsi que de la compatibilité aux règles a été complété et précisé.

En outre, afin de tenir compte de la réserve de l'Etat et de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, reprise par la commission, qui soulève un manque d'ambition du projet en raison d'objectifs estimés insuffisants, portants notamment sur l'objectif de part modale vélo; il est proposé de l'améliorer en passant ce dernier de 5% à 7%. Pour ce faire, la Métropole engage un budget supplémentaire qui sera affecté à la réalisation du réseau cyclable secondaire, estimé à 80 millions d'euros, portant ainsi le budget global affecté aux infrastructures cyclables à 100 millions au lieu de 20 millions prévus dans le projet de PDU arrêté.

La disponibilité des données de l'Enquête Mobilité Certifiée CEREMA réalisée en 2019 et 2020 sur le territoire de la Métropole, a par ailleurs permis d'intégrer une hypothèse de développement du télétravail: 33% de télétravailleurs, dont 17% réguliers, télétravaillant 22% des jours ouvrés. Cette hypothèse permet de diminuer d'environ 2,5 % les distances parcourues en voiture par rapport à 2012. Sur la base de ces données, l'impact de l'augmentation de part modale vélo (7%) et de

prise en compte du télétravail, génère une réduction de trafic de 3%. Ces éléments permettent d'atteindre une réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) de 2% supplémentaires, passant de -26% à -28%, sans toutefois atteindre une réduction de -35%, prévue au SRADDET pour la mobilité.

Ainsi, il est à noter que l'objectif de la baisse des émissions de GES prévu au Plan de Mobilité de -28% en 2030, est compatible avec les objectifs fixés par le projet de PCAEM. A noter que cette baisse permet d'atteindre les objectifs de la Stratégie Nationale Bas Carbone de mars 2020. En effet, la Loi Climat-Energie du 8 novembre 2020 a confié à la SNBC la mission de définir la « *marche à suivre pour atteindre les objectifs nationaux de neutralité carbone. La SNBC2 modifie les objectifs assignés à la mobilité à -28% entre 2015 et 2030 et non plus 35%, en faisant le constat que les faibles prix des énergies ces dernières années, des gains d'efficacité énergétique pour les véhicules neufs moins importants que prévus, le décalage entre émissions théoriques des véhicules et émissions réelles, la reprise de l'activité économique et le décalage au regard de l'ambition en termes de report modal* » conduisaient à estimer les émissions du secteur, supérieures aux cibles envisagées initialement. Par conséquent, les objectifs ont été revus à la baisse pour le secteur des transports. Ce constat est partagé par AtmoSud qui a pris comme données d'entrée pour l'évaluation du Plan de Mobilité les données de la SNBC. Ainsi la SNBC s'appuie sur un contexte actualisé pour définir des objectifs de baisse des GES.

Le tableau ci-dessous précise de quelle manière la Métropole a fait évoluer ses objectifs afin de prendre en compte l'objectif le plus ambitieux entre celui du SRADDET et celui du projet de PCAEM, avec lequel le Plan de Mobilité doit également être compatible.

* Prise en compte des objectifs les plus ambitieux, sauf pour la baisse des GES (intégration des évolutions de la Stratégie Nationale Bas Carbone 2)

- **Le traitement des recommandations de la commission**

Le rapport de la commission est également assorti de 6 recommandations auxquelles a été ajoutée une 7^{ème} de « dernière minute ».

- Première recommandation

Cette recommandation repose sur le principe selon lequel les Plans Locaux de Mobilité

emporteraient la définition de certains objectifs du Plan de Mobilité, de sorte que l'équilibre général du plan nécessiterait une nouvelle concertation et une nouvelle enquête publique. La Métropole ne suit pas cette recommandation car le Plan de Mobilité précise dans l'action M04 qu'il « *est directement opérationnel concernant les mesures de portée générale ou des projets d'échelle métropolitaine. Il ne peut cependant traiter tous les sujets d'échelle locale qui contribuent à sa réussite dans le détail. C'est pourquoi il déclinera ses actions dans des Plans Locaux de Mobilité en concertation avec les communes et les acteurs locaux* ». Les PLM n'ont pas vocation à modifier le Plan de Mobilité et par conséquent n'impliquent pas une enquête publique. Ils précisent et déclinent localement les actions du Plan de Mobilité, en concertation avec les acteurs locaux. Le Plan de Mobilité fera cependant l'objet d'une évaluation à mi-parcours, et pourra si besoin, donner lieu à des ajustements.

- Seconde recommandation :

La commission constate l'engouement des associations d'usagers pour les déplacements à vélo et suggère de les associer plus étroitement au développement du plan. La Métropole suit cette recommandation en précisant que les associations ont été associées à la réalisation du Plan de Mobilité à travers un atelier spécifique organisé le 15 mai 2019, dont les conclusions sont consultables dans le bilan de la concertation annexé au plan. Elles seront associées au comité de suivi annuel du Plan de mobilité avec l'ensemble des acteurs ayant contribué à l'élaboration du document. Elles seront également associées à la concertation des plans locaux de mobilité pour notamment préciser le contour des réseaux secondaires cyclables.

- Troisième recommandation

La commission recommande que le rapport en cours d'élaboration par la mission interministérielle sur la création de l'Etablissement Public d'Investissement à fiscalité propre, soit joint au projet. La création de l'Etablissement a été écartée par l'Etat au profit de celle d'un groupe d'Intérêt Public de financement des transports en cours de discussion. Par conséquent la production de ce document n'est plus d'actualité.

- Quatrième recommandation

La commission recommande de laisser un accès libre au registre d'enquête publique ainsi qu'aux différentes contributions versées. La Métropole suit cette recommandation et précise

que le registre numérique d'enquête publique n'a pas été clôturé. L'ensemble du dossier du Plan de Mobilité, le rapport de la commission d'enquête et les contributions sont consultables pendant une année à compter de la date de remise du rapport de la commission le 19 juillet 2021.

- Cinquième recommandation

La commission recommande de mettre en conformité les documents du Plan de Mobilité avec les nouvelles dispositions de la Loi d'Orientation des Mobilités. La Métropole suit cette recommandation et précise que les travaux d'élaboration ont été conduits à la lumière des travaux préparatoires de la LOM. Les quelques points qui restaient à préciser le sont dans le document définitif (itinéraires cyclables continus et sécurisés et franchissements de passage à niveau). Par ailleurs, la nouvelle dénomination : « Plan de Mobilité » remplace celle de « Plan de Déplacements Urbains ».

Elle recommande également de modifier la période de validité du projet 2020-2030 en la décalant de deux ans, soit 2022-2032. Le projet de PDU a été arrêté en 2019 au regard d'un projet précis indiquant les conditions de son financement et de sa réalisation. Il ne peut être décalé dans le temps sans remettre en cause l'équilibre général du projet et donc l'ensemble de la démarche. En revanche, le document a été actualisé avec les dernières informations disponibles en matière d'avancée des projets. La Métropole ne suivra pas cette recommandation et conservera la période de validité de 2020-2030.

- Sixième recommandation

La commission recommande à la Métropole de puiser dans le millier de contributions pour améliorer le plan de Mobilité. La Métropole suit cette recommandation et indique que pour l'action M04, les contributeurs associatifs sont et seront associés à l'élaboration des plans locaux de mobilité à l'occasion de la concertation en vue de vérifier l'adaptation du projet et son enrichissement en total compatibilité avec les enjeux, objectifs et actions énoncées dans le Plan de Mobilité.

- Recommandation de dernière minute :

La commission recommande de tenir compte des dernières avancées issues de la nouvelle loi sur la stratégie nationale bas carbone 2 (SNBC2), dont les décrets d'application ont été publiés le 21 avril 2020. La Métropole suit cette

recommandation et indique qu'elle a tenu compte des dernières avancées en matière d'évaluation des émissions des véhicules terrestres à moteur produites par les constructeurs automobiles. Elle a adapté son évaluation en conséquence, en tenant compte du développement d'un parc auto moins émetteur, et ainsi modifié l'objectif de réduction de -28% d'émission de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2030. Pour mémoire, le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité du Territoire de la Région Sud, approuvé le 26 juin 2019, indique un objectif de -35%. La SNBC2 vise par ailleurs la décarbonation complète du secteur en 2050 à l'exception du secteur aérien.

- **Les évolutions du dossier après l'enquête publique**

De manière générale, les réserves et recommandations font écho aux axes d'amélioration pointés par les Personnes Publiques Associées. Ce faisant, les réponses positives apportées par la Métropole aux réserves et recommandations formulées par la Commission d'Enquête vont dans le sens des améliorations souhaitées par les Personnes Publiques Associées.

Concernant en particulier:

20. La prise en compte de l'avis de la commune de Marseille formulé au cours de l'enquête publique, ayant fait l'objet d'une délibération en date du 5 octobre 2020 et versée à l'enquête publique
21. Les précisions apportées sur les conditions de financement des investissements pour la réalisation des infrastructures de transport et la soutenabilité financière du Plan de Mobilité;
22. L'amélioration du projet permettant de diminuer son impact environnemental en augmentant la part modale du vélo et d'améliorer son efficacité pour la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, des erreurs matérielles relevées lors de l'enquête publique ont nécessité des corrections. Des ajustements mineurs participant notamment à l'amélioration de la lisibilité et de la compréhension du document ont été effectués.

De plus, la déclaration d'utilité publique du Boulevard Urbain Multimodal LINEA ayant été annulée et les voies de recours purgées en 2020 après l'arrêt du projet de PDU, il n'est plus opportun de maintenir cette opération dans le levier « Système routier réinventé, innovant,

efficace et durable ». Cependant la Métropole souhaite engager une réflexion sur le devenir de ces emprises dans le cadre d'une démarche conjointe aménagement/mobilité.

L'annexe environnementale du Plan de Mobilité a été actualisée en prenant en compte les évolutions du calcul des émissions de polluants et gaz à effet de serre, et des précisions ont été apportées sur la prise en compte des objectifs du SRADDET et de la compatibilité du projet aux règles de ce document stratégique.

Il a également été tenu compte, lors de la rédaction du Plan de Mobilité, des travaux parlementaires d'élaboration de la Loi d'Orientation des Mobilités. A la suite de l'approbation de cette Loi postérieurement à l'arrêt du projet, des modifications complémentaires ont été intégrées,

Un document en annexe de la présente délibération met en exergue l'ensemble des modifications apportées.

L'ensemble de ces adaptations ne modifient pas l'économie générale du Plan de Mobilité tel qu'arrêté par le Conseil de la Métropole le 19 décembre 2019.

Le plan de mobilité d'Aix-Marseille-Provence, modifié de façon à tenir compte des résultats de l'enquête publique, est annexé à la présente délibération. Il est constitué des pièces suivantes :

23. Plan de Mobilité 2020-2030 Aix-Marseille-Provence ;
24. Le Rapport d'évaluation environnementale et le résumé non technique;
25. Annexe 1 : L'état initial de l'environnement;
26. Annexe 2: Les évaluations AtmoSud
27. Annexe 3 : L'évaluation Acoucité ;
28. Annexe 4 : l'annexe accessibilité
29. Annexe 5 : la note financière
30. Le bilan de la concertation;

- **Les avis du comité des partenaires et des conseils de territoire**

Conformément aux dispositions de la loi LOM, le Plan de mobilité a été soumis à l'avis consultatif du comité des partenaires, qui a rendu un avis favorable le 24 novembre 2021.

Conformément à l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, les Conseils de Territoire ont été saisis pour avis.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne
et de l'Etoile,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités (LOM) ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI) ;
- La loi n°96-1236 du 31 décembre 1996 relative à l'Air l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE) ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain ;
- La loi n°2010 788 du 12 juillet 2010 relative à l'engagement national pour l'environnement, « Grenelle II » ;
- La loi n°2011-12 du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit européen ;
- L'ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 relative à l'organisation de la consultation locale ;

2021/347

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2020-1254 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Le décret n°2020-457 du 21 avril 2020 portant nouvelle stratégie nationale bas carbone (SNBC2) ;
- La délibération du 14 décembre 2017 qui approuve l'engagement de l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole (PDU) et définit les modalités de la démarche ;
- La délibération du 19 décembre 2019 qui arrête le projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole (PDU) ;
- La délibération du 19 décembre 2019 portant bilan de la concertation du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-

Provence (PDU) ;

- La délibération du 17 décembre 2020 relative à la création du comité des partenaires en vertu de l'article L 1231-5 du code des transports ;
- L'avis de l'autorité environnementale du 14 mai 2020 ;
- La décision du Tribunal Administratif de Marseille n°E20000042/13 du 24 juillet 2020 portant désignation de la commission d'enquête ;
- L'arrêté du 13 octobre 2020 relatif à l'ouverture et organisation de l'enquête publique du projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (2020-2030) ;
- L'arrêté du 30 octobre 2020 relatif à l'abrogation de l'arrêté du 13 octobre 2020 et report de l'enquête publique relative au projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (2020-2030).
- L'arrêté du 19 mars 2021 relatif à l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative au projet de Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2020-2030
- Les avis des personnes publiques associées recueillis entre les 17 février 2020 et le 28 août 2020 ;
- Le rapport de la commission d'enquête sur le Plan de Déplacements Urbains, les conclusions rendant un avis favorable assorti de 4 réserves et 7 recommandations ;
- Les modifications apportées afin de lever les réserves émises par la commission dont le détail est joint en annexe ;
- L'avis du comité de partenaires ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoires

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Délibère

Article unique:

Est approuvé le Plan de Mobilité 2020-2030 de la Métropole Aix-Marseille Provence.

AVIS FAVORABLE